



Concours journalistique : La COP 26 dans les médias africains

**Réseau des journalistes africains spécialisés sur
le développement durable et le changement climatique**

Décembre 2021



Table des matières

Etat des lieux.....	5
Slim Sadki (Algérie) ; Sale temps pour l’Afrique ; El Watan, jeudi 11 novembre 2021.....	5
Romain Dekadjevi (Bénin) ; Des fumeurs de gaz à effet de serre malgré eux ; Radio Tokba, décembre 2021.	7
Ernest Agbota (Bénin) ; De la justice climatique pour nos enfants. Ne laissons personne de côté ! ORTB Parakou, 4 novembre 2021.....	8
Ehab Zidan (Egypt) ; The assassination of life in Egypt: the government and coal merchants cut down 4 thousand acres of trees... and the price is the health of the citizen ; www.climateinarabic.com	9
Madihawa Kébé (Mali) ; Boisement et exploitation mafieuse de la gomme arabique à Kayes, ce business qui ravage les faunes et les flores à Bafoulabé ; Le Jour, 1 ^{er} décembre 2021	18
Bakary Guèye (Mauritanie) ; La Mauritanie classée bon élève par la COP26 ; Initiative News, 19 décembre 2021.	19
Zubaida Mabuno (Ghana) ; EnvironmentClimateSpecial Reports : Ghana must push for Climate Justice at COP26- Kofi Domfeh ; Zami report, 1 November 2021.....	21
Négociations	25
Pius Moulolo (Cameroun) ; Cop 26 de Glasgow : enjeux, défis et perspectives pour l’Afrique ; LE TEMOIN, Numéro 0050, du 17 au 24 novembre 2021.	25
Didier Hubert Madafime (RDC) ; Glasglow 26 : pour quels résultats ? All for Sciences, 10 novembre 2021.	26
Edem Dadzie (Togo) ; Participation du Togo à la COP 26 : le pays veut saisir les opportunités de financement qui s’offrent ; Togomatin n°987, 15 décembre 2021.	28
Ayoola A. Kassim (Nigeria) ; Mixed Reactions Trail Outcome Of COP26 Climate Summit ; Channels TV, 14 November 2021.	29
Rabah Karali (Algérie) ; Après la « COP26 » : Quelles implications pour l’Algérie ; Cresus, 17 décembre 2021.	29
Bienvenu Elie Gbelo (Centrafrique) ; Pendant que les autorités centrafricaines sont à Glasgow en Ecosse pour participer à la Cop26, ici à Bangui, les membres de la société civile centrafricaine ont marché ce matin ; Radio Ndeke Louka, 5 novembre 2021.	33
Hervé Mukulu Vulotwa (RDC) ; RDC-CLIMAT : Le crédit Carbonne, la transition énergétique, l’agriculture résiliente, les piliers de la lutte environnementale de Felix Tshisekedi à la Cop 26 ; La voix de l’UDC, 14 décembre 2021.	34
Taty Dilengendju (RDC) ; Ecologie : les attentes de la population congolaise sur la COP26 ; Radio Okapi, Echos du développement, 4 novembre 2021.	35
Albert Oppong-Ansah (Ghana) ; COP26 : Why Ghana’s still voice needs loud response ; Graphic Online, 6 November 2021.	36



Solutions et initiatives.....	39
Boris Ngounou (Cameroun) ; COP26 : l’Afrique centrale obtient 2 Md\$ pour des initiatives REDD+ ; Afrik 21, 5 novembre 2021.	39
John Tsongo (RDC) ; RDC : Comment réduire la déforestation par l’élaboration d’un document de politique énergétique en RDC ? Radio Moto, 11 novembre 2021.....	41
Anto Mulanga (RDC) ; RDC : mettre fin à la déforestation d’ici 2030, un rêve utopique ? La Guardia, 5 novembre 2021.....	43
Thuku Kariuki (Kenya) ; Kenyan farmers embrace organic farming ; DW, Eco Africa - The Environment Magazine, 16 December 2021.	46
Christopher Bendana (Uganda) ; COP26 : As floods worsen, Uganda moves to protect its vanishing wetlands ; Reuters, 29 November 2021.	47
Marilyne Ngambo Tchofo (Cameroun) ; Protection de l’environnement : Le Cameroun se met au biochar ; Cameroon Business Today, 17 décembre 2021.....	50
Ahmed Elgamal (Egypt) ; Has Egypt made sufficient efforts to combat climate change?... Replacing and converting cars to run on natural gas as a model. Egypt's experience in reducing carbon emissions... The national project to replace and convert cars to run on natural gas ; Alahram weekly, december 2021.	52
Aziz Alagbe (Bénin) ; Smart valley : pour une riziculture intelligente face au changement climatique ; ORTB, décembre 2021.	57
Ehab Zidan (Egypt) ; Biosaline agriculture in Egypt... saving water and achieving sustainable agriculture ; Cairo 24, 23 December 2021.	57
Kodjo Simon Akpagana (Togo) ; Togo : les efforts d'adaptation au climat ; Agridigitale, 18 décembre 2021.	62
Oumar Dembele (Sénégal) ; Sénégal : Ryad Kwar et la météo, une passion de 40 ans ; Agence de Presse Africaine, 15 octobre 2021.	67
Abdourahmane Diallo (Sénégal) ; Sénégal : l’agriculture se réinvente à Bambey ; Agence de Presse Africaine, 27 octobre 2021.....	67
Youssouph Bodian (Sénégal) ; Lutte contre la salinisation des terres à Fatick ; RFM Dakar, 21 décembre 2021.	70
Eric Ojo (Nigeria) ; Post COP 26: Nigeria Renews Pledge To Tackle Climate Change ; African Examiner, 22 December 2021.....	71
Fulbert Adjimehossou (Bénin) ; Adaptation aux changements climatiques : Place aux solutions locales au Bénin ; La Nation, 22 décembre 2021.....	75
Noubadoumbaye Talomady (Tchad) ; CEEAC pré-lancement du projet Hub ; ONRTV, novembre 2021.77	
Odile Pahai (Cameroun) ; Cameroun - Climat : Une ruée vers le développement environnemental à haut risque ; Recap Infos, décembre 2021.	78



Références : GIEC, COP 15, COP 26, COP 27, BAD, Union Africaine, OMS, Banque mondiale, UNICEF, Accord de Paris, OMM, FAO, UNFCCC, GCF, REDD+, CBD, Convention de Rio, UNCCD, PNUD, SDG, UNECE, UNESCWA, PAM, Glasgow Climate Pact, Commonwealth, Cadre de Sendai, UNESCO.

Etat des lieux

El Watan

LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT

Slim Sadki (Algérie) ; Sale temps pour l'Afrique ; El Watan, jeudi 11 novembre 2021.

El Watan
ENVIRONNEMENT

El Watan - Jeudi 11 novembre 2021 - 16



Dossier

COP26 sur le climat Sale temps pour l'Afrique



Slim Sadki
ssadki@etwatan.com

Avec moins de 5% des émissions globales des gaz à effet de serre (GES), l'Afrique est le continent le plus vulnérable face aux effets du réchauffement climatique. Continent n'ayant aucune responsabilité dans le dérèglement climatique, il en subit les effets de plein fouet, comme du reste beaucoup d'autre ailleurs, sans avoir les moyens de s'en prévenir à court terme. Une injustice climatique. Zoom sur ces effets néfastes après 10 jours de négociations à la COP26 qui prendra fin demain.

La vulnérabilité de l'Afrique au changement climatique est due à une série de facteurs, notamment une faible capacité d'adaptation, une forte dépendance aux biens des écosystèmes pour les moyens de subsistance et des systèmes de production agricole moins développés », a indiqué le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat. Le Giec qui, dans son rapport publié en août 2021, soit 3 mois avant la COP 26, ne cache pas le pessimisme de ses auteurs sur l'avenir de la planète. « Sans une baisse imminente de 43% des émissions des GES, il est impossible de contenir la hausse de la température globale au-dessous de 2,7°C à la fin du siècle. » C'est du reste l'un des enjeux de la Conférence des parties contractantes à la Convention cadre sur le changement climatique (COP 26) qui s'est ouverte pour 15 jours à Glasgow en Écosse le 31 octobre. En Afrique, une famine historique affecte actuellement Madagascar avec la pire sécheresse en 40 ans où 1,14 million de Malgaches souffrent de la faim (Banque Africaine de développement, BAD). La rareté des pluies depuis 4 ans a ravagé l'agriculture et des tempêtes de sable ont transformé de vastes étendues de terres exploitables en friches (FranceInfoAfrique).

Pour les scientifiques malgaches, il ne fait aucun doute que ces épisodes climatiques successifs ont pour cause le réchauffement climatique. Dix pays du Sahel ont été également fortement touchés : le Burkina Faso, le Cameroun, la Gambie, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et le Tchad. Dans la corne de l'Afrique, l'Éthiopie, la Somalie et le Kenya n'ont pas été épargnés. Une sécheresse qui a gagné les littoraux traditionnellement arrosés des bandes côtières de l'Afrique du Nord où cet été ont sévit de grands incendies de forêt. Des conflits locaux sont apparus avec la rareté de l'eau dans toutes les régions du continent selon leur gravité. Dans la corne de l'Afrique, l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie en sont presque arrivés aux armes pour contrôle des eaux du Nil par le Barrage de la Renaissance élevé en travers du Nil bleu en Éthiopie. Le lac Tchad (Tchad, Niger, Nigéria et Cameroun) est une autre source de conflit inter-états entre les éleveurs et les fermiers. L'étendue d'eau, 26 000 km en 1960, a perdu 90 % de son volume, 1500 km en 2000 en raison de sa surexploitation et du dérèglement climatique, intensifiant les tensions. Le lac couvre près de 8 % du continent avec une population riveraine de 40 millions. C'est de cette région du globe où l'on compte les plus grandes migrations de population à la recherche de l'eau.

LES INONDATIONS DÉPLACERONT 2,7 MILLIONS DE PERSONNES D'ICI 2050

Toujours selon le récent rapport du Giec, « l'aggravation du dérèglement climatique implique également des pluies torrentielles ». Cet autre désastre déplacera près de 2,7 millions d'Africains à l'horizon 2050.

A Dakar, capitale du Sénégal, le gouvernement a déclenché, en août 2021, le plan d'Organisation des secours en cas de catastrophes (Orsec). Les dispositions qui avaient été prises en 2012, réalisation pour un montant de 42 millions d'euros de canaux de drainage et de station de pompage contre les inondations, n'ont pas réussi à contenir les eaux de pluie qui ont submergé les rues et les habitations. La montée des eaux marines, conséquence de la fonte des glaces par le réchauffement, a endigué l'écoulement des eaux de pluie vers l'océan.

Le Sénégal et loin d'être un cas unique. Le Cameroun, la République Démocratique du Congo (RDC), le Rwanda, la Côte-d'Ivoire, l'Ouganda, le Kenya, le Congo, le Ghana, le Libéria, la Tanzanie ou encore le Soudan ont connu des inondations catastrophiques très peu relayées par les médias.

Proche de l'Océan Indien, le Mozambique a dû faire face à de puissants cyclones devenus de plus en plus nombreux, comme c'est le cas dans l'Atlantique et dans le Pacifique.

●●●

Le récent rapport du Giec indique clairement que ces effets ne feront qu'empirer, les zones sèches devenant encore plus sèches et les zones humides plus humides. « Les pays africains ont déjà du mal à faire face au climat actuel, de plus en plus incertain. Ils ne sont pas préparés à un avenir où les extrêmes climatiques seront plus importants. »

L'AFRIQUE ÉMET MOINS DE 7% DES GES DONT MOINS DE 4% DE CO2



Les 52 pays d'Afrique émettent moins de 4% de dioxyde de carbone (CO2) global, l'un des principaux GES avec le méthane (CH4), le protoxyde d'azote (N2O), l'ozone O3 et la vapeur d'eau. En milliard de tonnes de CO2 (Mt CO2), l'Afrique a émis en 2020, 1326 Mt CO2 pour une population de 1 milliard 340 millions d'habitants, alors que la quantité pour tous les pays est de 34 807 Mt CO2, ce qui donne 3,8 %. Inutile de dire que c'est insignifiant par rapport à l'Asie (Chine et Inde comprises) avec 17 756 Mt CO2, l'Amérique du

Nord 5606 Mt CO2, l'Europe 4946 Mt CO2 et le Moyen-Orient 2568 Mt CO2.

En Afrique, l'Algérie avec 155 Mt CO2 est le 3^e émetteur de CO2 après l'Afrique du Sud, 452 Mt CO2 et l'Égypte 214 Mt CO2. Viennent ensuite le Nigeria avec 126 Mt CO2, le Maroc 65 Mt CO2, la Libye 51 Mt CO2. C'est incontestablement l'extrême sud et nord du continent que se trouvent les pays les plus pollueurs d'Afrique toute proportion gardée avec le monde occidental et l'éveil de l'Asie. Madagascar et les pays de la bande sahélienne sont à moins de 4 Mt CO2. Le Tchad à 0,9 avec l'Erythrée. Soudan, Angola et Ghana autour de 15-20Mt CO2, Éthiopie, Sénégal, Tanzanie et Guinée équatoriale autour de 10 Mt CO2. Le plus petit pays émetteur d'Afrique est la Guinée Bissau avec 0,3 Mt CO2. (Voir la plateforme <http://www.globalcarbonatlas.org/fr/content/welcome-carbon-atlas>)

INJUSTICE CLIMATIQUE

Le réchauffement climatique en Afrique est d'une cruelle réalité. Il affecte d'une manière comme une autre la quasi-totalité des pays, tous en voie de développement pour employer un euphémisme et parmi lesquels les plus pauvres de la planète. Continent n'ayant aucune responsabilité dans le dérèglement climatique, il en subit les effets de plein fouet, comme du reste beaucoup d'autres ailleurs, sans avoir les moyens de s'en prévenir à court terme. « En effet, en ayant du mal à faire

face au climat actuel, de plus en plus incertain. Ils ne sont pas préparés à un avenir où les extrêmes climatiques seront plus importants », ont déclaré dans une contribution le Dr Akinwumi A. Adesina président du Groupe de la Banque africaine de développement et Pavan Sukhdev, président du Fonds mondial pour la nature. C'est également la région du monde qui dispose le moins de capacité d'adaptation et de moyens de résilience (voir interview du Pr Noredine Yassaa). En ce moment, à Glasgow, les négociateurs de la COP26 se concentrent sur la manière de réduire les émissions de gaz à effet de serre assez rapidement pour freiner le changement climatique pendant qu'à l'extérieur du Centre de conférences de Glasgow et un peu partout dans le monde, des milliers de militants, surtout jeunes, crient « justice climatique ». Ces militants et les pays africains plaident du concret « Pas de blabla » est leur slogan. Ils exigent, entre autres, pour la mise en place et le renforcement des fonds promis pour financer la transition énergétique et l'adaptation par le transfert du savoir-faire technologique en la matière. Kwame Ababio, responsable du programme de développement de l'Union africaine, a déclaré à Glasgow que le manque d'investissements, à peine 2% actuellement, reste le principal obstacle, malgré les efforts de certains pays pour contrer les effets du changement climatique.

S. S

NOUREDDINE YASSAA . Vice-president du premier Groupe de travail du GIEC

« L'Afrique la plus exposée aux risques climatiques et la moins dotée de capacités d'adaptation »



BIOGRAPHIE

Le Dr Noureddine Yassaa est le commissaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, professeur à l'USTHB d'Alger, ancien directeur du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) et ancien chercheur à l'Institut Max-Planck de Chimie en Allemagne. Il est vice-président du premier groupe de travail du GIEC et membre d'instances sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, l'environnement, le changement climatique et le développement durable.

Pour le Giec, groupe Intergouvernemental d'expert sur l'évolution du climat auquel vous appartenez, «L'Afrique est l'un des continents les plus vulnérables au changement climatique». Pourquoi ?

Le Rapport du Premier Groupe de Travail du GIEC, sorti en mois d'août dernier, montre que l'Afrique est la région du monde la plus affectée par les dérèglements climatiques. L'augmentation de la température de surface a généralement été plus rapide en Afrique que la moyenne mondiale. Des augmentations observées des extrêmes de chaleur et diminutions des extrêmes de froid devraient se poursuivre tout au long du XXI^e siècle avec un réchauffement climatique supplémentaire.

Le niveau relatif de la mer a augmenté à un rythme plus élevé que le niveau moyen mondial de la mer autour de l'Afrique au cours des trois dernières décennies. L'élévation relative du niveau de la mer va probablement se poursuivre autour de l'Afrique, contribuant à l'augmentation de la fréquence et de la gravité des inondations côtières dans les zones de faible altitude et le long des côtes les plus sablonneuses.

Selon les nombreux rapports publiés sur le changement climatique, l'Afrique qui n'émet que 4% des émissions globales de GES est cependant le continent le plus menacé. S'agit-il de cette injustice que dénoncent fortement la société civile, les ONG, les scientifiques, les artistes et les syndicats partout dans le monde ?

Les évolutions des bilans carbone depuis l'ère préindustrielle (1850) jusqu'à présent montrent que la responsabilité de l'Afrique est très limitée et pourtant il est le continent le plus exposé aux risques climatiques. C'est également la région du monde qui dispose le moins de capacités d'adaptation et de moyens de résilience. Il est tout à fait normal que l'Afrique défende les principes d'équité ancrés dans les textes de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement climatique, notamment la responsabilité historique indiscutable des pays développés et industrialisés. Les pays africains plaident avec insistance pour l'application des dispositions de la convention en ce qui concerne les moyens de mise en œuvre et de soutien aux pays en développement, dont le renforcement des capacités, le transfert de savoir-faire et de technologies et la mobilisation des financements pour l'adaptation aux conséquences désastreuses du changement climatique. Certains pays africains, notamment les pays

insulaires, demandent des réparations dans le cadre des négociations sur les pertes et préjudices.

Quels échos avez-vous sur le déroulement de la COP26 à Glasgow ?

A ce jour, on note des engagements sur la déforestation, la réduction des émissions du méthane, la sortie du charbon, la levée des financements pour les investissements verts, mais à des niveaux jugés insuffisants par les pays en développement. Toutefois, certains engagements n'ont pas conduit à une forte adhésion des pays, les grands émetteurs de GES. Les pays en développement exigent une transition progressive, juste, équitable et inclusive. Afin de soutenir la transition énergétique en Afrique du Sud, qui est le premier grand émetteur de carbone en Afrique et 13^e dans le monde (près de 1,3 % des émissions globales de carbone) et dont la production d'électricité dépend de plus de 80 % du charbon, le Royaume-Uni, l'Union Européenne, les Etats-Unis et d'autres pays développés ont annoncé de mobiliser 8,5 milliards de dollars, sur trois à cinq ans, dans le cadre du programme «Accelerating Coal Transition». A travers cette initiative, qui est appelée à être généralisée, les pays développés veulent montrer la voie d'une coopération Nord-Sud pour lutter collectivement contre le changement climatique.

Enfin, dans le sillage de la dynamique du sommet climatique de Glasgow, plusieurs Etats ont annoncé des programmes de neutralité carbone d'ici 2050. Il reste à vérifier si l'ensemble de ces engagements permettent de stabiliser le réchauffement climatique à des niveaux acceptables (2°C voire 1,5°C avant la fin du siècle) pour éviter des conséquences irréversibles et d'assurer la justice climatique tant demandée par les pays en développement.



Romain Dekadjevi (Bénin) ; Des fumeurs de gaz à effet de serre malgré eux ; Radio Tokba, décembre 2021.

Pour écouter le reportage : <https://www.youtube.com/watch?v=cwDVU7Deg2I>

Sur la pollution de l'air à Cotonou et son impact pour la santé et le climat.



Ernest Agbota (Bénin) ; De la justice climatique pour nos enfants. Ne laissons personne de côté ! ORTB Parakou, 4 novembre 2021.

Pour écouter le reportage : https://soundcloud.com/ortb/magazine-de-la-justice-climatique-pour-nos-enfants-ne-laissons-personne-de-cote?si=6175f0c23cf1406cb60bae044f8e319b&utm_source=clipboard&utm_medium=text&utm_campaign=social_sharing

Une émission de la radio régionale de l'office de radiodiffusion et télévision du Bénin ORTB Parakou.

Ce magazine est un plaidoyer en faveur de la protection des enfants du Bénin, d'Afrique et du monde contre le réchauffement climatique.

L'un des plus grands défis du 21ème siècle est la crise climatique. C'est l'équilibre des écosystèmes naturels qui en est trop modifié et menacé. L'homme n'est pas épargné par ces bouleversements. Les changements climatiques font peser un risque important sur l'ensemble des populations en particulier les enfants. La crise climatique affecte sérieusement leurs droits, besoins et attentes. Ils en sont les plus fragiles mais dans les grandes réunions nationales et internationales liées au climat, les instances politiques n'accordent pas trop d'attention aux droits des enfants en matière de la crise climatique. Dans la contribution déterminée du Bénin par exemple, il n'y pratiquement pas un cadre officiel pour régir les processus de transition juste en faveur des enfants. Alors que ceux-ci sont et seront les plus grandes victimes d'une crise dont ils ne sont pas responsables. La justice globale dont s'inspire la justice climatique soutient que nous avons des responsabilités envers les plus vulnérables du monde. Elle exige du respect de leurs droits dans les pays vulnérables d'Afrique dont le Bénin.

Ehab Zidan (Egypt) ; The assassination of life in Egypt: the government and coal merchants cut down 4 thousand acres of trees... and the price is the health of the citizen ; www.climateinarabic.com

"All our lives, we depend on the Merryland park as a main source of entertainment. We used to ride boats around the entire Merryland park. It was an area of 50 acres. With time, it developed and became an important destination for the entire Cairo population. There were dolphin shows, and it was an outlet for us, but now unfortunately it has been washed away and left in ruins." Engineer Mervat Moussa, a resident of Heliopolis in Cairo, recounts the consequences of removing Merryland Park for the residents of the upscale neighborhood.

Mervat says: "The area will turn into a gray block without a breathing space for us, no one wants to tell us the reason behind removing the park, and what will the government do with the fifty acres of the park?!" Complaints and distress, and several statements issued by residents of the area about Removing hundreds of rare trees that were planted hundreds of years ago, without an answer.



The suffering that Mervat is experiencing as a result of the removal of trees and the bulldozing of the Merryland park in the vicinity of her residence is experienced by millions of others in separate areas in Greater Cairo and other governorates, and, despite the fact that these practices violate Article 21 of the Environmental Law, which obligates every neighborhood and village to allocate an area of not less than 1,000 meters From state lands to set up a nursery, In addition to that Article 162 of the Penal Code punishes anyone who damages or cuts down trees with imprisonment and a



fine, but the massacre of tree removal in Egypt continues without stopping until the per capita share of green spaces in Egypt is one square meter. Compared to the world average of 10 meters.

In the investigation, we reveal the involvement of the government and coal merchants in cutting down 4,325 acres of trees for various purposes, in violation of Environmental Law No. 4 of 1994, which causes an increase in pollution rates and one out of every 100,000 people dies annually, in addition to a treatment bill estimated at \$470 per citizen annually.

Evolution Devouring Rare Trees

There are many reasons and the shoveling continues, between the expansion of streets, as in Mohandessin, or the construction of roads and bridges in Heliopolis, or the implementation of a national project, as happens in the project of converting canals into aqueducts in all the villages of Egypt, or the construction of real estate in some high-end areas of Cairo, or for reasons that have not yet been announced. Like in the case of the Merryland park, which Mervat and her peers are struggling to remove.

The government's approach to bulldozing trees and green spaces, in recent years, has resulted in the loss of thousands of durable and rare trees, including nearly 3,000 trees in Heliopolis, in addition to cutting down trees planted during the reign of Khedive Ismail in Agouza, and rare trees that are up to 200 years old on Muhammad Ali Street in Ismailia, the garden of Al-Montaza Palace in Alexandria, and Al-Khalideen Garden, which was established in the 1940s, were also removed.



Fewer Trees... more cars

Dr. Walid Mansour, a sustainable development consultant, confirms that Egypt has not cut down trees in its entire history equal to the amount it cut during the past ten years, justifying this by the lack of a legal environment to defend the environment and confront government practices.

He revealed that cutting down trees did not achieve any of the desired results, because cutting down trees did not reduce the prices of housing units in the areas in which real estate was built, and did not improve the aesthetic aspect of some neighborhoods, and did not facilitate traffic sufficiently in the areas where bridges were built, On the contrary, the number of cars increases in exchange for the reduction of trees, which will soon result in a health and environmental disaster.



Coal pulverizers. Profit at the expense of health

By tracing the reasons and sites for removing trees, we found that the government is not alone in the culprit. We found that the largest percentage of tree removal was in the Delta governorates, far from government practices, the Global forest watch website Data Analysis revealed that the governorates of Greater Cairo: Cairo, Giza and Dakahlia, have removed about 89 acres of trees during the last 20 years, compared to 1,248 acres from Kafr El-Sheikh governorate alone, and the rate of tree removal was in the governorates: Kafr El-Sheikh, Beheira and Dakahlia is 65% of the total volume of trees removed in Egypt since 2001, equivalent to 2,792 acres.





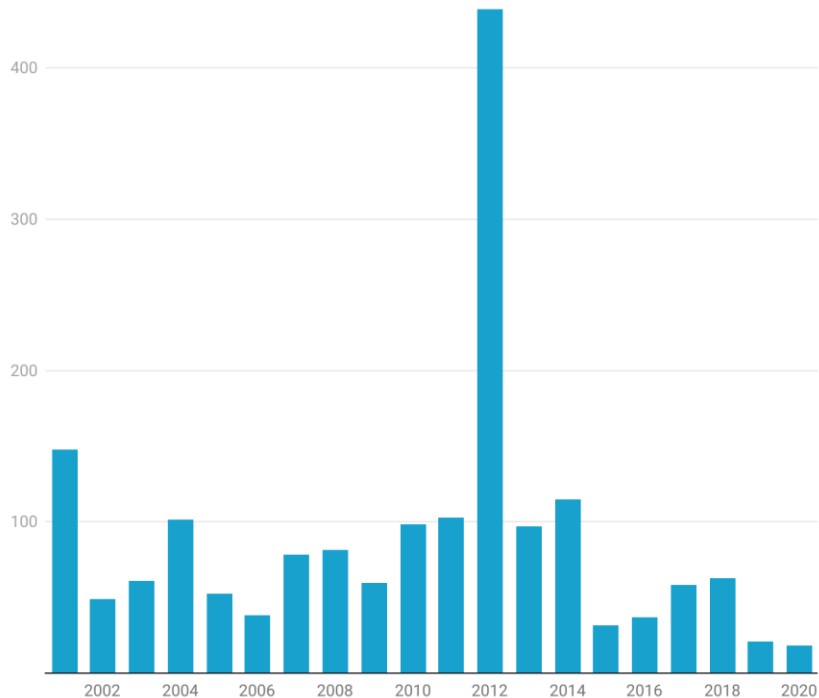
Ahmed Sabaa, An Environmental activist explained that many citizens tended to remove fruitful trees to sell them to the owners of coal pulverizers, to generate a large profit from them, and an informed source told us that the price of a perennial tree reaches 10,000 pounds, and coal pulverizers owners resort to exporting their production abroad.

The Environmental Protection Fund (official) estimated the number of coal pulverizers in Egypt at 3,000 pulverizers, emit emissions up to 5,000 millimeters, although the maximum emissions according to the environment law should not exceed 800 millimeters.

Tracing the logging in Egypt

We tracked the rates of logging in Egypt through the Global forest watch website, which extracted tree cover data in Egypt by GLAD Laboratory of the University of Merryland in partnership with Google. In 2000, 0.16% of the area of Egypt was covered with trees, but it was lost 4 thousand and 325 acres of trees between the years 2001 and 2020, and the rate of removal increased during the last ten years by 128 percent. Egypt lost 983 hectares of green space between 2010 and 2011, compared to 767 hectares between 2001 and 2010.

[Tree Cover Loss In Egypt from 2001 till 2020]

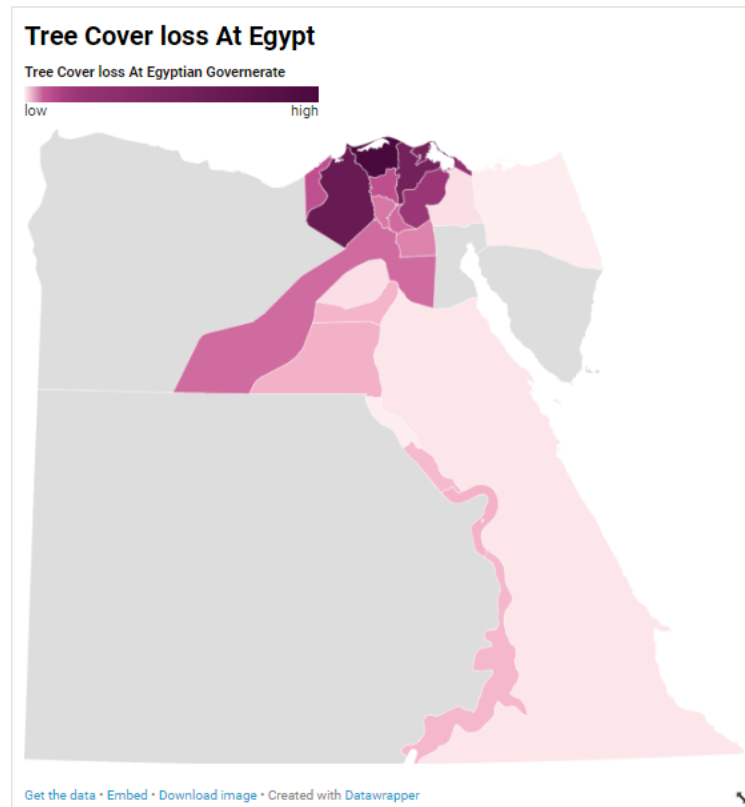


Created with Datawrapper

The results of data analysis showed that the rate of tree removal in Egypt increased by 190 percent during the last ten years compared to the previous one, as it lost 488 hectares during the period between 2011-2019, compared to 257 hectares between 2001 and 2010.



The governorates of Kafr El-Sheikh, Beheira, and Dakahlia have the highest rate of tree removal, during the last 20 years at 65%, Kafr El-Sheikh alone lost 1,300 acres, which proves that the crime of removing trees is responsible for the greater responsibility of the citizens and not the government.



Trees, Climate and Biodiversity... Integral Triangle

Removing the Merryland park will cause a lot of damage to Mervat and her neighbors. The biodiversity inside cities benefits humans, and trees are the first habitat for living organisms inside cities, and cutting them down will reduce the cycle of biological diversity within cities, according to Dr. Abdullah Nagy, a professor of environmental sciences at Al-Azhar University.

He stressed that the presence of green spaces in cities is not a luxury. In Germany, roadsides are now converted into green spaces, and they have started linking green areas to connect biological environments and complete ecological balance chains.



On the impact of cutting trees, Dr. Hossam Muharram, former advisor to the Minister of Environment, says that removing trees disrupts the water cycle in nature, as ocean waters evaporate and condense in clouds, and trees extract groundwater and release it into the atmosphere during photosynthesis, in addition to high temperatures on Land, where forests shade large areas of land, absorb sunlight in the process of photosynthesis and reflect between 12 and 15% of it, and plants release water vapor into the air through their leaves in the process of transpiration.

Muharram added that removing trees increases the spread of desertification and increases the rate of soil erosion, as the roots of trees work to stabilize the soil, and when large trees are cut down, soil erosion becomes a serious problem, which may lead to catastrophic collapse.

The economic return of trees

According to the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), the forest sector contributed to the Egyptian economy with 6.5 million US dollars in 2000, equivalent to less than 0.1% of Egypt's GDP, ranking Egypt 11th in the world, which explains the great demand for tree removal in Egypt.



Logging is illegal

Lawyer Ahmed Al-Saeedi says that Environment Law No. 4 of 1994, amended by Law No. 9 of 2009, stipulates that anyone who trespasses on trees by cutting down shall be punished by imprisonment and a fine of not less than 5,000 pounds and not more than 50,000 pounds, and the confiscation of tools and equipment used in committing the offense.

Article 367 of the Penal Code stipulates that “Whoever cuts down or damages unharvested crops, trees or other plants that he has created or planted, and whoever destroys a seeded field or spreads weeds or harmful plants in a field, and anyone who uproots One or more trees or any other plant, or cut them down, or peel them to kill them, and anyone who destroys the graft of a tree”.





He pointed out that the law imposed on any natural or legal person to submit an environmental impact assessment study for his facility or project to the administrative authority granting the license before starting the implementation of the project following the specifications determined by the Environmental Affairs Agency, to review it and express his opinion, and he can compel the study presenter to amend what was stated to avoid environmental damages.

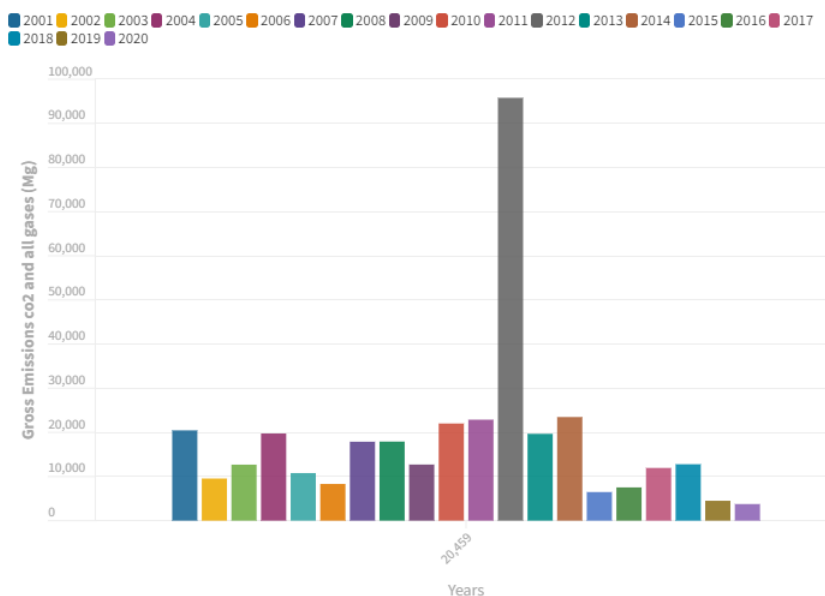
added that Article 46 of the Constitution states, "Every person has the right to a healthy environment, and its protection is a national duty, and the state is obligated to take the necessary measures to preserve it".

The relationship between greenhouse gases and trees

Trees are of great importance in reducing the impact of global warming, says Dr. Assem Abdel Moneim, a member of the Global Assessment on Biodiversity and Ecological Services, and an expert in "Africa 21", that the reports of the Intergovernmental Panel on Climate Change stated that planting one billion hectares of forest removes 300 gigatons of carbon from human activities, and a 2018 report recommended planting one billion hectares of forests, to reduce temperature rise by 1.5 degrees Celsius by 2030.

Between 2001 and 2020, Egypt's trees contributed to the withdrawal of 252 carats of CO₂ annually, trees in Egypt released 18.5 kilotons of CO₂ annually, compared to the removal of 271 kilotons of CO₂, according to an analysis of GFW website data.

On the other hand, Egypt ranks 84th in the world in carbon storage rates, with a total carbon stock of 1.11 gigatonnes, including 1.10 gigatons in soil. Egypt ranked 145th in the world in the average density of living woody biomass above the earth's surface in 2000 at a rate of 77.6 tons/ha.





Effect of Logging on Health Mervat fears from the consequences of bulldozing gardens are true. The World Bank ¹ mentioned that air pollution in Greater Cairo alone cost Egypt about 47 billion pounds during 2017, meaning that each citizen costs the government 470 dollars for air pollution.

Nagi says that reducing green spaces has the biggest impact on human health because it withdraws urban pollutants and CO₂ gas, which is generated from cars, factories, and fire exhaust, and therefore reducing green spaces means a higher health maintenance bill. A study conducted last year revealed that Cairo is the most polluted city in the world, out of 48 cities covered by the report of the Eco-Experts website and Forbes magazine. During 2017, Greater Cairo witnessed about 12,600 premature deaths due to air pollution, meaning that one person out of every 100,000 is exposed to premature death, in addition to 3 billion workdays lost due to diseases resulting from air pollution in Greater Cairo, and the lack of clean water and sanitation Health and hygiene in general in Egypt, according to a World Bank report. Air pollution is measured by the concentration of PM2.5 particles in the atmosphere, and the average rate of "PM2.5" in Greater Cairo was 84 micrograms / cubic meter of air, during the period between 1999 and 2016, while the lowest rate was 66 micrograms per cubic meter, which is the highest several times the safe level set by World Health Organization of 10 mcg/m³. The World Bank report stated that of the 12,600 deaths annually due to exposure to PM2.5 particles in Greater Cairo, during 2017, heart and chest diseases caused 59% of deaths, 14% of acute respiratory infections, and 13% of strokes and 14% due to lung diseases, lung cancer, and type 2 diabetes. Strategy to Combat Climate Change Sustainable development consultant Walid Mansour points out that the Egyptian strategy to combat climate change 2050, launched by the Ministry of Environment, is a commitment for Egypt to reduce carbon emissions, which requires an increase in green spaces, and we are waiting to see the government's strategy to deal with the matter. For its part, the Ministry of Environment launched the "Ethadar Lel Akhdar" [Get Green] initiative, which aims to spread environmental awareness and raise awareness of the importance of afforestation, waste recycling, rationalization of food and energy consumption, reducing the use of plastic, preserving marine creatures, reducing air pollution, and protecting nature reserves. The campaign cooperates in providing Trees to be planted in various governorates of the Republic. Engineer Mervat and her neighbors hope the new strategy will help them, and the government realizes the mortal danger of removing 50 acres of trees and green space in the Merryland park, perhaps giving them the kiss of life.

Madihawa Kébé (Mali) ; Boisement et exploitation mafieuse de la gomme arabique à Kayes, ce business qui ravage les faunes et les flores à Bafoulabé ; Le Jour, 1^{er} décembre 2021.

BOISEMENT ET EXPLOITATION MAFIEUSE DE LA GOMME ARABIQUE A KAYES

Ce business qui ravage les faunes et flores à Bafoulabé !

Nos brousses, forêts sont en train de disparaître peu à peu à cause de l'exploitation ou de la pratique d'un business pour les uns et une menace pour les autres. Il s'agit de la recherche de la gomme arabique dans la région de Kayes, particulièrement dans le cercle de Bafoulabé. Les brousses dudit cercle sont confrontées à une menace sérieuse aujourd'hui à cause de cette exploitation mafieuse qui est censée être un business lucratif pour notre pays.

Madihawa KEBE

L'exploitation de la gomme arabique constitue un danger sérieux sur l'existence des espèces d'arbres dans les brousses de plusieurs villages dans le cercle de Bafoulabé, particulièrement ceux qui sont dans le nord dudit cercle. C'est du moins l'alerte principale que notre rédaction a été contacté pour dénoncer et attirer l'attention des plus hautes autorités du pays.

Si jadis l'amélioration des conditions de vie des milliers de familles pauvres de la région de Kayes a été observé par l'accroissement de la couverture ligneuse et l'exploitation durable des boisements de gomme arabique, force est de constater que la recherche de la gomme arabique aujourd'hui est sans doute considéré comme l'un des facteurs majeurs du règlement climatique

avec la rareté des pluies dans ces zones ci-citées.

Selon un habitant de Dar Salam, un village dans le nord de Bafoulabé joint sur place, il affirme que les arbres sont en train de disparaître et les brousses se vident de plus en plus des espèces d'arbres. Surtout les acacias à cause de la recherche de la gomme arabique par des personnes inconnues qui arrivent en grande pompe dans leurs brousses. « Cette année la récolte n'a pas été prometteuse chez nous à cause de la rareté de la pluie. Je peux même vous dire que c'est à cause du changement climatique due à cette pratique mafieuse chez nous qui nous coupe le sommeil aujourd'hui. Je vous appelle aujourd'hui pour que vous puissiez alerter les plus autorités du pays par rapport à cet état de fait. Il urge d'agir sinon les arbres dans nos brousses sont entrain



de disparaître progressivement », nous a-t-il confié, des larmes dans la gorge. Ce projet s'appuie sur une pratique traditionnelle de collecte de la gomme arabique dans la région de Kayes, à l'ouest du MALI. La gomme arabique est un écoulement de sève provenant du tronc d'un arbre appartenant à la famille des acacias (acacia Sénégal). La filière de la région de Kayes est la plus développée du Mali et présente donc un très grand potentiel pour les autres régions. L'exploitation de cet acacia est généralement pratiquée par les populations pauvres de Kayes et par les éleveurs transhumants. La récolte est vendue à des intermédiaires de la région qui commercialisent la

gomme sur le marché malien et pour l'exportation vers la Mauritanie et le Sénégal. Si l'objectif de cette filière était donc d'améliorer durablement les performances de la filière tout en augmentant le potentiel de production existant. Il constitue aujourd'hui une menace sérieuse pour l'agriculture dans le cercle de Bafoulabé.

La gomme arabique est l'écoulement de sève provenant du tronc d'un arbre appartenant à la famille des acacias (acacia Sénégal). La population de cette zone lance un appel aux plus hautes autorités du pays à prendre à bras-le-corps cette situation afin de trouver des solutions idoines. Nous y reviendrons dans nos prochains numéros !



Bakary Guèye (Mauritanie) ; La Mauritanie classée bon élève par la COP26 ; Initiative News, 19 décembre 2021.

<https://initiativesnews.com/la-mauritanie-classee-bon-eleve-par-la-cop26/>

La Mauritanie fait partie des pays qui ont d'ores et déjà déposé la soumission de leur contribution déterminée nationale (CDN) mise à jour. Ce pays se place ainsi en pole position et affirme son leadership dans la promotion des Accords de Paris.

Et cela lui a valu une reconnaissance de poids de la COP26 à travers la Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Une correspondance en ce sens a été adressée le 21 octobre dernier à la Ministre mauritanienne de l'Environnement et du Développement Durable.

La Mauritanie est ainsi félicitée pour ses remarquables efforts pour préparer cette nouvelle contribution malgré les défis de la COVID19.

En effet la planète toute entière est aujourd'hui dans la tourmente. Les défis environnementaux et climatiques s'intensifient et interrogent désormais la prise de conscience et la responsabilité collective sans lesquelles le monde ne sera pas en mesure de maîtriser l'incendie qui s'annonce à plusieurs niveaux. L'heure est plutôt à l'action.

En Mauritanie, le rapport biennal actualisé sur le changement climatique (BUR 2), le dernier dans sa série, nous informe sur le niveau et l'évolution des émissions produites par les principaux secteurs socioéconomiques du pays.

Ainsi, les émissions anthropiques nettes de GES du pays, pour l'année 2018, sont évaluées à : 9944,618 Gg Eq-CO₂, soit 2,5 tonnes Eq-CO₂/habitant, contre 2,22 tonnes Eq-CO₂/habitant en 2015, soit 12% d'augmentation sur la période.

Le secteur de l'agriculture, foresterie et affectation des terres «AFAT» reste dominant avec 65,74% des émissions, suivi de celui de l'énergie avec 33,26%. Les deux secteurs totalisent 99 % des émissions globales.

Quant aux secteurs des procédés industriels et l'utilisation des produits « PIUP » et déchets, ils se présentent comme des secteurs marginaux en termes d'émissions GES (1%).



Ces données ont permis au pays d'orienter les travaux de préparation de la nouvelle contribution déterminée nationale et de s'acquitter de son engagement solidaire dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Un programme ambitieux

Les efforts consentis par la Mauritanie s'inscrivent dans le cadre du « Programme Prioritaire Elargi du Président de la République » (ProPEP) et dans la « Déclaration de politique générale du gouvernement ». Il s'agit de : la production des énergies renouvelables (100 MW à Boulenouar et 48 MW OMVS Gouina) portant la part des énergies propres à 60% du Mix énergétique national horizon 2024 ; et le reboisement avec un objectif de 3000ha/an environ durant les cinq prochaines années.

Ce programme serait en mesure d'assurer une séquestration considérable des émissions de gaz à effet de serre.

La volonté de contribuer à l'effort global d'atténuation est certes forte mais ne fait pas oublier aux dirigeants du pays que leur priorité, en tant que pays en développement, demeure l'adaptation et la résilience au changement climatique.

Rappelons que le pays vient de loin. En effet, en 2018, les émissions totales de GES de la Mauritanie s'élevaient à 9944,618 Gg CO₂ eq, soit une augmentation depuis 1990 de 185,67%. Cette augmentation est de 20,22% depuis 2015. Le principal GES émis en Mauritanie était le CH₄ (53,02%), suivi du CO₂ (28,35%). %, N₂O (18,52%) et gaz fluorés (0,11%).

Le secteur de l'agriculture, foresterie et affectation des terres « AFAT » est le plus grand émetteur de GES avec 65,74 %, suivi de celui de l'énergie 33,26%. Cependant que le secteur des procédés industriels et utilisation des produits « PIUP » représente 0,22%) et celui des déchets environ 0,78%.

La Mauritanie a l'intention de contribuer à l'Accord Climat de Paris par une réduction de ses émissions de GES prévue en 2030 de 22,3%, soit 4.2 Millions de tonnes équivalent dioxyde de carbone (Mt eq CO₂), par rapport aux émissions projetées pour la même année selon le scénario du cours normal des affaires (Business As Usual) qui évolue de 6.6 Mt eq CO₂ en 2010 à 18.84 Mt eq CO₂ en 2030. Ainsi, pour la période 2020-2030 le cumul des émissions évitées selon les mesures d'atténuation proposées sont d'environ 33,56Mt eq CO₂. 12% de cette réduction potentielle des émissions pourront être réalisés par les moyens propres de la Mauritanie (part inconditionnelle de la Contribution). Tandis que 88% de la contribution, correspondent à la part de réduction des émissions conditionnée à l'appui international (part conditionnelle de la Contribution).

Tous les pays sont censés réviser leur CDN afin de faire preuve d'une plus grande ambition.

Au 30 septembre 2021, seuls 120 pays, représentant un peu plus de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre, avaient communiqué de nouvelles CDN ou des CDN actualisées.



Or, pour avoir une chance de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C, la communauté internationale dispose de huit ans pour réduire les émissions annuelles de 28 gigatonnes supplémentaires d'équivalent CO₂ (Gt éq CO₂), en plus de ce qui est promis dans les CDN actualisées et les autres engagements pour 2030.



Zubaida Mabuno (Ghana) ; Environment Climate Special Reports : Ghana must push for Climate Justice at COP26- Kofi Domfeh ; Zami report, 1 November 2021.

<https://zamireports.com/ghana-must-push-for-climate-justice-at-cop26-kofi-domfeh/>



A climate leader and founder of CLAP Ghana Mr Kofi Adu Domfeh is urging the President of the Republic of Ghana, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo to demand climate justice at the Conference of the Parties (COP26) if Ghana envisions building climate adaptation as global warming begins to hit Africa.

Nana Akufo-Addo, on Sunday, 31st October 2021, left Ghana to lead the country's delegation to the World Leaders' Summit of the United Nations (UN). The 26th edition is being held from 31st October to 3rd November 2021 in Glasgow, Scotland.

The COP26 Summit will be one of the largest gatherings of world leaders. It will bring parties together to accelerate action towards the goals of the Paris Agreement and the UN Framework Convention on Climate Change.



Nana Akufo-Addo will deliver a statement on Ghana’s position on Climate Change, as well as measures put in place to combat the threat it poses. He will also deliver three (3) separate statements on efforts Ghana is making to protect her forests and ocean, and participate in the Africa Adaptation Acceleration Summit, being held on the sidelines of COP 26.

But even before he delivers any of his speeches at the summit, Mr Domfeh in an exclusive interview with ZAMI Reports said “countries like Ghana cannot relent in shouting climate justice, in demanding financial deliverables to build resilience against climate change.”



Mr Kofi Adu Domfeh is a climate change leader and founder of CLAP Ghana. Image courtesy Mr Domfeh.

“Ghana, like most other developing countries, remain most vulnerable to the impacts of climate change. Our economies contribute least to the global carbon emissions yet are at the receiving end of global warming. As a signatory to the Paris Agreement on Climate Change, Ghana is concerned about climate mitigation, but the sustainability of the local economy rests on the country’s climate adaptation mechanisms,” he stressed.

Global warming is the long-term heating of Earth’s climate system observed since the pre-industrial period (between 1850 and 1900) due to human activities, primarily fossil fuel burning, which increases heat-trapping greenhouse gas levels in Earth’s atmosphere. It is most commonly measured as the average increase in Earth’s global surface temperature.

Since the pre-industrial period, human activities are estimated to have increased Earth’s global average temperature by about 1 degree Celsius (1.8 degrees Fahrenheit), a number that is currently increasing by 0.2 degrees Celsius (0.36 degrees Fahrenheit) per decade. It is unequivocal that human influence has warmed the atmosphere, ocean, and land.



Global warming happens because the atmosphere traps heat radiating from the world and stops it from escaping into space. Certain gases in the atmosphere, called greenhouse gases, block the heat from escaping. One of the biggest problems is carbon dioxide (CO₂).

Ghana's recent data on carbon dioxide (CO₂) – fossil emission is dated 2016 and stood 14,469,986 tons. CO₂ emissions increased by 3.54% over the previous year representing an increase of 495,166 tons over 2015 when CO₂ emissions were 13,974,820 tons. CO₂ emissions per capita in Ghana are equivalent to 0.51 tons per person (based on a population of 28,481,945 in 2016), an increase by 0.01 over the figure of 0.50 CO₂ tons per person registered in 2015; this represents a change of 1.2% in CO₂ emissions per capita.

But globally, the figures stood at 35,753,305,000 tons, Change +0.34%, Per capita 4.79 tons in the same year, according to worldometers.info.

According to the Ministry of Environment, Science, Technology, and Innovation, the country by September 2020, had approved 54.5million from its Green Climate Fund (GCF) to help communities in northern Ghana adapt to climate change as required by signatories to the Paris Agreement. These funds have witnessed the installation of solar power in communities in some districts in northern Ghana among other projects.

But Ghana needs \$22.6 billion in investments to finance its climate mitigation and adaptation actions between 2020 and 2030 according to its Nationally Determined Contribution to the United Nations Framework Convention on Climate Change.

Twelve years ago, at a United Nations climate summit in Copenhagen, rich nations made a significant pledge. They promised to channel US\$100 billion a year to less wealthy nations by 2020, to help them adapt to climate change and mitigate further temperature rises.

That promise was broken. Figures for 2020 are not yet in, and those who negotiated the pledge don't agree on accounting methods, but a report last year for the UN concluded that "the only realistic scenarios" showed the \$100-billion target was out of reach. "We are not there yet," conceded UN secretary-general António Guterres.

It is against this that Mr Domfeh is urging members of the African Union to demand in unison that the \$100billion promise made by the world's giant "polluters" be met.

"Ghana's 10-year post-2020 enhanced climate action plan will only be meaningful when the world delivers on the \$100billion promise to fight climate change," Domfeh insists.

"African governments, civil society and other non-state actors must go into the conference with one unified voice to prevail among polluter countries to deliver on commitments to climate action. Time has already run out in taking climate action as the impacts are already here," he added.



Protecting Forests and Oceans

In June this year, under the auspices of the Ministry of Lands and Natural Resources, the entire country, through the Green Ghana Project, planted some seven million seedlings of different tree species as part of efforts by the government to restore the country's lost forest cover. This was above the five million targeted. Ghana aims to plant a minimum of twenty million trees in 2022.

Again, Ghana aims to reduce emissions by some ten million tonnes of carbon dioxide equivalent in the cocoa-forest landscape, through the implementation of the Ghana Cocoa Forest REDD+ Programme, one of five ecological landscape-tailored programmes in Ghana's REDD+ Strategy. Through the country's Nationally Determined Contributions in the forestry sector, Ghana is committed to supporting the global target of halving emissions by 2030 and attaining neutrality by 2050.

Oceans

Reiterating Ghana's commitment to managing sustainably her ocean, as the historic Transformation Document that was launched in December last year enjoins the country to do, the President added that the country is putting in place the requisite structures and processes to finalise her Sustainable Ocean Plan by 2025.

The country is faced with pressing threats in marine security due to the prevalence of piracy and armed robbery on its seas, the mounting menace of Illegal, Unregulated and Unreported fishing (IUU), overfishing and its attendant decline in fish stocks, and plastic pollution.

But Ghana is racing to deal with these challenges by partnering with the United Nations Division for Ocean Affairs and Law of the Sea to conduct an Ocean Governance Study to strengthen its legal and institutional framework for ocean management according to the Ministry of Fishery and Aquaculture.

Ghana has also implemented a closed season for artisanal and industrial fishing as part of the measures to reduce the excessive pressure, over-exploitation, and to replenish Ghana's falling marine fish stocks.

Négociations

LE TÉMOIN

Pius Moulolo (Cameroun) ; Cop 26 de Glasgow : enjeux, défis et perspectives pour l'Afrique ; LE TEMOIN, Numéro 0050, du 17 au 24 novembre 2021.

CHRONIQUE

Par Pius MOULOLO

CLIMAT COP 26 DE GLASGOW : ENJEUX, DEFIS ET PERSPECTIVES POUR L'AFRIQUE

Par Pius MOULOLO, expert des questions environnementales



Présenté comme le sommet de la dernière chance, la 26^e conférence des Nations-Unies sur les changements climatiques s'est une fois de plus soldée le 13 novembre dernier par un accord à minima. Vu d'Afrique, quelles leçons peut-on tirer des avancées de Glasgow, six ans après la signature de l'Accord de Paris de décembre 2015 ? Entre enjeux capitalistes et nécessités de protection de la nature, le continent se trouve ainsi en proie à l'épineuse question du développement. Ainsi que le rappelait l'ancien Premier Ministre éthiopien Méles Zenawi lors de la Cop 15 de 2009 à Copenhague, « nous savons tous que l'Afrique n'a pratiquement pas contribué au réchauffement planétaire mais qu'elle est la première à en subir les conséquences les plus lourdes. En raison de la fragilité de notre écosystème, les ravages du réchauffement climatique se sont déjà fait sentir parmi nous, entraînant mort et souffrance dans tout le continent. L'Afrique paie ainsi le prix de la richesse et du bien-être créés dans les pays développés à forte intensité de carbone. Cela est fondamentalement injuste ». Pour un continent contribuant à peine à hauteur de 4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, l'Afrique devrait ainsi bénéficier de l'accompagnement technique et financier des pays industrialisés, en raison du principe de responsabilité commune mais différenciée reconnue par la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). **Un bilan décevant** Au-delà des grandes promesses et des déclarations de bonnes intentions, la Cop 26 de Glasgow s'est finalement révélée être un échec cuisant concernant la mise sur pied d'une gouvernance mondiale du climat. Sur la table

des négociations se sont retrouvés un ensemble de 195 états que presque tout sépare. Le président de la Cop 26 Alok Sharma, les larmes aux yeux exprimait sa déception concernant le « Pacte de Glasgow » qui ne permettra pas de contenir les émissions mondiales de CO₂ en deçà de 1,50 C d'ici la fin du siècle. « Nous sommes entraînés de creuser notre propre tombe », s'indignait le Secrétaire Général de l'ONU António Guterres qui pense que l'addiction aux énergies fossiles conduit l'humanité tout droit aux abîmes. De manière générale, l'ensemble des engagements financiers pris lors de la Cop 21 de décembre 2015 à Paris n'a pas été respecté. Perturbés par la crise du Covid, les travaux amorcés depuis la Cop 25 de Madrid sont restés lettres mortes. Sur les 100 milliards USD du Fonds Vert Climat devant être mis à disposition des pays en développement, seuls 70-80 milliards ont été mobilisés. Le financement des mesures d'adaptation a été l'autre parent-pauvre de la Cop 26, les fonds étant le plus souvent alloués dans le cadre des prêts au titre de l'aide publique au développement. On peut également déplorer le peu de valeur accordé au carbone forestier, pour un Bassin du Congo qui représente le deuxième poumon vert de la planète après l'Amazonie. Lors du sommet virtuel sur les leaders du Climat organisé par le Président Joe Biden les 22 et 23 avril dernier, le Président Félix Tshisekedi appelait notamment à une multiplication par vingt du prix actuel du carbone forestier. Le prix actuellement fixé à 5 USD/TeqCO₂ n'est ni réaliste ni efficace pour atteindre les objectifs de neutralité carbone fixés par l'Accord de Paris. Le Bassin du Congo abrite pourtant le plus grand complexe de

tourbières tropicales de la planète, contenant plus de 30 milliards de tonnes métriques de carbone, l'équivalent de trois années d'émissions mondiales. L'autre grand échec de la Cop 26 a porté sur le non respect du « Mécanisme international de Varsovie sur les pertes et préjudices », concernant notamment les phénomènes météorologiques extrêmes (ouragans, cyclones, sécheresses) et les phénomènes qui se produisent lentement (érosion des sols, élévation du niveau de la mer, pertes d'habitats) dans les petits pays insulaires et les pays en voie de développement. Les pays du Carbone Club (USA, Australie, Canada, Japon) refusent notamment de verser des compensations financières pour les préjudices causés par la forte industrialisation consecutive aux deux guerres mondiales. On se souvient du ministre des affaires étrangères du Tuvalu, Simon Kofe, tenant ses diaboliques pieds dans l'eau afin d'alerter le monde sur la montée des océans et la disparition de certaines îles autrefois paradisiaques. **Vers un Climatgate ?** Le climatologue Claude Allègre parlant de « l'imposture climatique » s'indignait d'ailleurs que certains pays riches se servent d'une question scientifique non tranchée pour en faire un fonds de commerce. « Doit-on laisser une partie de la population mondiale s'alimenter ou mourir au nom de l'argent », s'interrogeait Patrick Moore, cofondateur de Greenpeace en 1992. Le continent africain doit-il renoncer à son développement économique et rater une fois de plus le train de l'histoire au nom de la lutte contre les changements climatiques ? Le négociateur en chef du Groupe Afrique, Tanguy Gabouma-Bekale proposait

ainsi d'introduire des mécanismes de flexibilité dans l'Accord de Paris permettant à certains pays disposant de faibles émissions de recourir aux énergies fossiles afin d'amorcer la phase dite d'industrialisation de l'Afrique. **A défaut de définir leurs propres priorités** en matière de lutte contre les changements climatiques, les pays africains sont devenus la cible d'un néo-capitalisme sauvage, reposant sur la destruction des forêts tropicales et l'accaparement des terres pour la production des biocarburants. Après l'Indonésie et la Malaisie, le Bassin du Congo est devenu la nouvelle frontière du palmier à huile. On se souvient des « émeutes de la faim » de février 2008 du fait des matières premières agricoles transformées en biocarburants afin de résoudre la crise énergétique de l'Union Européenne. De la nourriture est ainsi transformée en carburant dans le seul but de nourrir des véhicules et maintenir le mode de vie de l'Occident. François Bayron le rappelait en 2009, les négociations internationales sur les changements climatiques ne sont rien d'autre qu'un « cirque », avec pour seul but de dessiner les nouveaux contours du capitalisme dominant. Celui de la bataille pour le partage des richesses mondiales, de l'économie libérale et la démocratisation des marchés reposant sur les logiques de surproduction, de surenvois, de surexploitation et de surprofit prônées par les États-Unis d'Amérique. Le continent africain doit-il expier les péchés du capitalisme en hypothéquant ses propres ressources naturelles ?



Didier Hubert Madafime (RDC) ; Glasgow 26 : pour quels résultats ? All for Sciences, 10 novembre 2021.

<https://www.allforsciences.com/2021/11/10/glasgow-26-pour-quels-resultats/>



Glasgow 26, risque de ressembler à Copenhague 2009, la COP15 dont l'échec a transpercé le monde climatique.

Même pas encore commencé et on peut déjà imaginer la suite. Pendant que Emmanuel Macron, le Président français annonçait, à fière allure le succès du G20, « ce machin » des Chefs d'Etats, les plus rassasiés du monde, tenu en Italie, juste avant l'ouverture des travaux de la COP26 et consacré en grande partie au réchauffement climatique, le Secrétaire Général des Nations-Unies faisait la moue. Antonio Guterres avait une toute autre lecture par rapport aux résultats de ce sommet. Je quitte l'Italie avec des « espoirs déçus » sonnait le Patron de l'ONU. Glasgow 26, risque de ressembler à Copenhague 2009, la COP15 dont l'échec a transpercé le monde climatique.

Le cocorico du Président français est à classer, sans nul doute, dans la catégorie des attermolements, qui ont conduit la planète climatique, à voyager de COP en COP depuis une vingtaine d'années avec de minces résultats alors que la température ne cesse de grimper au fur et à mesure. Et pourtant, la planète est dans une urgence climatique, confirmée quelques mois auparavant par le rapport du GIEC, le Groupe Intergouvernemental des Experts sur l'Evolution du Climat. La COP26, dans ce contexte apparaît donc comme celle de la dernière chance à cause de ses enjeux. Cette messe climatique, qui aurait pu avoir lieu l'année dernière et repoussée pour cause de crise sanitaire était, au préalable, retenue pour permettre au Groupe de Travail Spécial de l'accord de Paris sur le climat de présenter les outils et les mécanismes de mise en œuvre de cet accord. La première difficulté



risque de partir de là. Tous les pays surtout les frondeurs risquent de ne pas trouver leur compte et n'auront d'autre alternative que de bloquer la machine.

C'est à peu près ce qui s'était produit en 2009 à la 15 à Copenhague. Et pour s'extirper de cet échec les pays développés ont déposé sur la table la promesse de 100 milliards par an pour aider les pays pauvres à faire face aux effets de la vulnérabilité climatique et des changements climatiques. Plus de 10 ans après, les premiers 100 milliards ne sont pas totalement bouclés. Ils avancent 2023 pour respecter cet engagement. Les pays pauvres risquent de ne pas trop aimer ce comportement, surtout venant de la part des pays, qui plusieurs siècles durant ont siphonné toute la richesse de la terre.

D'ailleurs, 100 milliards pour qui ? Et comment le partager ? Qui en seront les premiers bénéficiaires ? Le continent africain compte à lui seul 52 pays qui souffrent aujourd'hui des effets auxquels il faut ajouter les îles, qui eux, n'ont plus d'avenir face au réchauffement climatique. Et comme écrivait un collègue avant l'ouverture des travaux de la COP26, je cite : « le plus cynique, c'est qu'avant de partir de chez eux pour la vadrouille, ils savent exactement comment ça va se passer », fin de citation.

Renverser la table maintenant

Ce qui est certain, la pression, cette fois-ci va être au summum. Les jeunes, qui en 2009 avaient 10 ans sont aujourd'hui majeurs et qui observent le monde s'effondrer autour d'eux, ne voudront pas de l'ardoise climatique que leur laissent leurs aînés. Boris Johnson, le Premier Ministre anglais a bien résumé la situation. « Un échec de la COP26 déclencherait une colère incontrôlable ». Cette alerte n'a pourtant pas mis fin à l'hypocrisie. Chaque dirigeant veut conduire son pays vers la neutralité carbone mais bien plus tard, c'est-à-dire en 2050, 2060, 2070. Prenons le plus vieux des dirigeants Joe Biden, ça relèverait du miracle s'il continue de vivre à l'une ou l'autre échéance et les autres. S'ils vivent encore, ils ne tiendraient debout qu'à l'aide d'une canne. Donc leur souci ce n'est pas le réchauffement climatique. Ils sont tout simplement dans le déni. C'est ce qui transparaît dans les deux propositions sorties pour l'instant de la COP26, à savoir, « Stop la déforestation » et la réduction d'ici 2030 de 30% des gaz à effet de serre. Comment comptent-ils mettre en œuvre ces deux décisions si Chinois et Russe brillent par leur absence à la COP26. Or, sans un tir groupé, ces promesses-là ne pourront pas être atteintes. En plus, point n'est besoin de décréter la lutte contre la déforestation. Il appartient à chaque dirigeant de faire l'inventaire de ses ressources forestières et de prendre une décision. Dans l'accord de Paris sur le climat, il était bel et bien prévu la réduction de l'exploitation des énergies fossiles. Six ans sont passés et cette décision est toujours au point-mort. Il ne reste aujourd'hui qu'une seule alternative, les jeunes, à qui on vole l'avenir de renverser la table. Malheureusement, le ciel est le même pour tout le monde, l'atmosphère unique. C'est en tout cas ce que Dieu a fait de mauvais. Et l'égérie de la lutte contre le réchauffement climatique, Greta Thunberg l'a dit « l'histoire les jugera ».

Edem Dadzie (Togo) ; Participation du Togo à la COP 26 : le pays veut saisir les opportunités de financement qui s'offrent ; Togo matin n° 987, 15 décembre 2021.

10

ENVIRONNEMENT

TOGOMATIN N° 987 DU MERCREDI 15 DECEMBRE 2021

Participation du Togo à la COP 26

Le pays veut saisir les opportunités de financement qui s'offrent

Le Togo a pris une part active à la 26ème Conférence des Parties (COP 26), à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Le pays a revu ses ambitions à la hausse. Et il faut dire qu'en terme d'ambitions climatiques, le Togo a toujours répondu aux attentes. Le bilan climat dressé depuis la signature de l'Accord de Paris jusqu'en 2020, le prouve suffisamment.

Le Togo a aligné ses priorités de développement sur ses engagements climatiques conformément à l'Accord de Paris adopté en 2015. Après la ratification de cet accord en 2017, des avancées ont été réalisées en matière d'adaptation et d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. Malgré les effets néfastes de la crise sanitaire sur les secteurs à fort potentiel et la faible contribution aux émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), le gouvernement togolais a défini une feuille de route (2020-2025) dont l'une des ambitions est de mettre le développement durable, donc « la préservation de l'environnement et l'anticipation des crises environnementales futures » au cœur des priorités du pays.

Le pays a su renforcer la résilience climatique grâce à des stratégies globales d'atténuation et d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe avec notamment la promotion des énergies renouvelables à travers l'initiative présidentielle d'électrification rurale à partir des kits solaires individuels et l'implantation des centrales solaires photovoltaïques dont celle de Bitta (50MW), dans le centre du pays, la plus grande de la sous-région.

En 2018, le Togo a été pour la première fois classé dans l'indice Bloomberg sur l'énergie. Sur le plan continental, le Togo s'adjuge le 10ème rang des pays ayant à cœur la promotion des énergies renouvelables. L'ensemble des politiques, plans, programmes et projets mis en œuvre en matière d'atténuation des émissions a permis au Togo de réduire ses émissions de 27,97% par rapport à 2020, soit 10 points de plus que la référence de 17,5%.

Dans le cadre de la COP 26, le Togo a formulé des propositions concrètes conformément aux

Initiatives prises ces dernières années et a pris de nouveaux engagements pour la réduction drastique des émissions dans les secteurs de l'énergie, du transport, des Procédés Industriels et utilisation des produits (PIUP), de l'agriculture, de la foresterie et autres affectations des terres (AFAT) et de la gestion des déchets.

Une position conforme à celle du groupe africain des négociateurs

« La position du Togo a été centrée sur la reconnaissance des efforts d'adaptation du continent africain. En dehors du fait que nos pays aient pris des engagements en matière de réduction des émissions, nous avons des problèmes en termes d'adaptation. Nous avons besoin de moyens pour mettre en œuvre les projets d'adaptation. Nous avons milité en faveur du prélèvement des taxes carbone dans le cadre des mécanismes de coopération visant la mise en œuvre des Contributions déterminées au niveau national (CDN), pour soutenir le Fonds d'adaptation », nous a confié Komla Azankp, point-focal national de la CCNUCC.

Dans le cadre de la COP 26, le Togo a pris de nouveaux engagements.

Ces nouveaux engagements représentent une progression par rapport aux CDN initiales et correspondent au niveau d'ambition le plus élevé possible, compte tenu des circonstances nationales conformément au paragraphe 3 de l'article 4 de l'Accord de Paris. De façon globale, la contribution du Togo s'élève à 50,57%, soit 15 378,35 Gt CO₂-eq à l'horizon 2030 répartie comme suit : le Togo s'engage dans une contribution inconditionnelle issue de ses efforts propres à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES)



Kotari Fol-Bat, ministre de l'Environnement et des Ressources forestières du Togo

de 20,51% à l'horizon 2030. Si bénéfique du soutien requis des partenaires au développement, le pays promet de réaliser une diminution supplémentaire de 30,06% des émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2030, sans compromettre sa politique d'autosuffisance alimentaire et son développement durable.

Pour tenir ses engagements, le Togo compte se positionner sur des projets sobres en carbone. D'ici à 2030, le Togo vise à atteindre 50 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique. Le pays a déjà mis en place un cadre institutionnel pour le développement des énergies renouvelables et l'encadrement des projets, notamment l'institutionnalisation de la gestion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique au niveau national par la création de l'Agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables (ATZER).

Dans les transports, le pays envisage de porter à 3% la part des véhicules électriques dans l'acquisition des véhicules neufs d'ici à 2025. La part de la population utilisant le biogaz pour la cuisson sera portée à 4% en 2025 puis 12% en 2030 en milieu urbain et à 6% en 2025 puis à 16% en 2030 en milieu rural. Le Togo prévoit de mettre en œuvre son Plan de gestion et d'élimination des HCFC avec la construction

d'au moins 100 bâtiments écologiques utilisant moins de climatiseurs à l'horizon 2030. Le pays entend également réduire d'au moins 2% le taux d'importation des gaz-F. Dans le secteur agricole qui agit énormément sur le climat, l'érosion des sols, la désertification, la perte de biodiversité, le gouvernement promet de prendre des mesures. Toutefois, sur ce point, les dirigeants restent imprécis pour l'instant. Or, nous savons que le recours à l'agroécologie est la meilleure des solutions. Pourquoi donc tourner encore en rond

la couverture forestière à 25% du territoire, d'augmenter de 10 % la séquestration du carbone à l'échelle nationale.

Les besoins de financement associés à toutes les options d'atténuation identifiées sont estimés à 2 699, 363 millions de dollars US à l'horizon 2030 dont 697, 719 millions de dollars US pour les options inconditionnelles et 2 001, 643 millions de dollars US pour les actions du conditionnel. Ces derniers représentent les coûts d'investissement en capital requis et les coûts de mise en œuvre.



Les acteurs impliqués dans la lutte contre le changement climatique au Togo

? Pendant ce temps, on continue de déployer d'importantes quantités d'engrais chimiques, de pesticides etc... en direction des producteurs, qui sont d'ailleurs devenus dépendants de ces intrants.

En matière de couverture forestière, le Togo a lancé le 1er juin 2021, Journée de l'arbre, un immense projet consistant à mettre en terre 1 milliard d'arbres à l'horizon 2030. Cette politique permettra en plus de l'augmentation de

Edem Dadzie



CHANNELS

Ayoola A. Kassim (Nigeria) ; Mixed Reactions Trail Outcome Of COP26 Climate Summit ; Channels TV, 14 November 2021.

To watch the report : <https://www.youtube.com/watch?v=pluysZTAPvY>



Rabah Karali (Algérie) ; Après la « COP26 » : Quelles implications pour l'Algérie ; Cresus, 17 décembre 2021.

<https://www.cresus.dz/?p=42285>



Sauf imprévu majeur, L'Égypte accueillera la prochaine conférence des Nations unies sur le changement climatique, autrement dit la Cop 27. D'ici là, le monde sera vraisemblablement exposé à moult événements climatiques parfois très fâcheux particulièrement sur les plans, socio-économique et environnemental. Cela étant, alors que le rideau est tombé sur la COP26, il appartient à chaque pays de faire le point sur les résultats de la récente édition et d'en tirer les conclusions qui s'imposent selon le contexte et les objectifs de tout un chacun.



Comme de nombreux pays dans le monde

L'Algérie souffre de l'exacerbation de phénomènes météorologiques extrêmes, comme la montée sans précédent des températures moyennes et canicules, en plus de la désertification, la dégradation des terres et les pénuries d'eau potable comme ce fut le cas durant la saison estivale écoulée à cause de la sécheresse et du manque de pluie. Aussi, il ne faut pas oublier le casse-tête des inondations qui cause des pertes humaines et matérielles parfois considérables. Cependant, l'Algérie reste attachée à la mise en œuvre de la Convention-cadre et de l'Accord de Paris, dans le respect de ses capacités nationales et des principes qui sous-tendent. L'Algérien peut vivre dans un environnement sain et un niveau de vie meilleur ainsi que les principes de développement durable tout en préservant les ressources naturelles. Pour ce faire, dans le programme d'action du gouvernement récemment adopté, un certain nombre de mesures sont en train d'être prises, notamment la mise en œuvre d'un plan climat national qui comprend 155 activités.

Les engagements de l'Algérie dans sa lutte contre les changements climatiques : le Plan d'Action du Gouvernement

Concernant la protection de l'environnement, l'action du gouvernement sera orientée vers la lutte contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique. La préservation de l'environnement et le recours aux énergies renouvelables sont une priorité de la stratégie énergétique et environnementale du gouvernement. Pour la réalisation de ces objectifs, le gouvernement s'engage à : renforcer la protection de l'environnement et la lutte contre toutes les formes de pollutions et à promouvoir des technologies de production plus propres avec la prévention et l'atténuation des impacts négatifs sur l'environnement ; élaborer un plan national et des plans locaux d'adaptation aux changements climatiques et le renforcement de la résilience face à leurs effets ; développer les énergies renouvelables hors réseau, afin d'atteindre une production de 1000 MW à l'horizon 2030, dont 500 MW d'ici 2024 [6].

2.2 Cadre législatif encadrant le domaine des énergies renouvelables en Algérie

La stratégie énergétique algérienne est inscrite résolument dans la voie du développement durable en y intégrant la promotion des énergies renouvelables. Quelques principaux textes législatifs encadrent le domaine des énergies renouvelables dans le cadre de la protection de l'environnement des effets néfastes des changements climatiques et énoncent les incitations dont bénéficie ce secteur. L'Algérie a ratifié l'accord de Paris en 2016 et a souligné, son engagement à lutter contre les changements climatiques par des engagements ambitieux. L'Algérie adopte un cadre juridique favorable à la promotion des énergies renouvelables. Pour atteindre les objectifs d'atténuation, l'Algérie mise sur une stratégie cohérente qui s'étale du 2020 à 2030. Elle se base notamment sur le programme national des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique qui permettra d'atteindre à l'horizon 2030 une part de renouvelables de près de 27% dans le bilan national de production d'électricité et 37 % de la capacité installée.

Le cas Algérie vu au niveau international



Selon les documents officiels de la COP 26, le cas Algérie a été traité sous l'angle "des implications pour l'Algérie en tant que pays producteur de pétrole et de gaz". Il est communément admis que le traitement d'un sujet aussi important et pertinent que celui de l'avenir climatique d'un pays, doit faire appel à des spécialistes en la matière ce que nous avons jugé très utile de faire intervenir. La mise en œuvre de l'Accord de Paris que le Pacte de Glasgow rend désormais opérant, a des implications multiples pour un pays producteur de pétrole et de gaz à l'image de l'Algérie. Les implications sont de deux ordres : celles qui se rapportent directement à son engagement pour le climat ; et celles, plus difficiles à anticiper, qui sont engendrées par des défis imposés.

Pour ce qui est de l'engagement pour le climat, les observateurs de la COP26, ont pu constater qu'en raison de contraintes multiples, dont l'insuffisance de ressources financières et de capacités humaines et institutionnelles, beaucoup de pays sont restés en retrait. L'Algérie apparaît, dans une certaine mesure, appartenir à cette catégorie. Cependant, le pays a le potentiel de rehausser à moindre coût son implication et, partant, accroître son influence sur la scène climatique à la hauteur de ses ambitions. A cet égard, quelques constats et suggestions découlant de ces observations méritent d'être soulignés. A l'occasion de la COP21 fin 2015 à Paris, les États avaient fait part de leurs objectifs pour contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique, sous la forme de contributions appelées « NDCs » (pour Nationally Determined Contributions). Présentement, la NDC de l'Algérie repose sur un projet d'atténuation plutôt vague, imprécis et, au demeurant, non mis à jour depuis l'Accord de Paris. La nouvelle NDC (qui devra être soumise dans un an à la COP27 en Égypte où elle fera l'objet d'une revue indépendante et transparente) gagnerait à être alignée sur l'objectif renforcé commun de 1,5°C et refléter en conséquence des ambitions accrues. Pour peu qu'elle soit basée sur des politiques, stratégies et programmes d'atténuation avérés, elle pourrait être perçue comme un message fort, gage d'un réengagement authentique pour le climat. Par ailleurs, bien que menées dans des cadres institutionnels représentatifs, la concertation et la coordination aussi bien au niveau national qu'au sein du bloc de négociation africain auquel l'Algérie a réitéré son adhésion, semblent imparfaites. Au niveau national, et à titre d'exemple, les efforts de Sonatrach – la compagnie nationale de pétrole et de gaz – pour intégrer le climat et les émissions atmosphériques dans sa politique d'entreprise (telle que récapitulée dans son dernier rapport annuel) ne semblent pas avoir été consignés, encore moins promus à Glasgow. Quant au bloc africain, comment expliquer que le Nigeria, également pays pétrolier et gazier et, de surcroît, membre de l'OPEP, se soit rallié à l'accord pour la réduction des émissions globales de méthane mais pas l'Algérie ? Maintenant que la réduction du méthane, très nocif pour le climat, est contraignante aux termes du Pacte de Glasgow, l'Algérie ne peut plus se soustraire à la tâche de mettre en place un plan d'action idoine, de concert avec l'ensemble des pays émetteurs concernés. Ceci est d'autant plus important que le méthane commence à faire une mauvaise réputation à l'industrie du gaz, risquant ainsi de compromettre la place que celle-ci ambitionne dans la transition énergétique mondiale. Au défi spécifique du méthane, s'ajoutent d'autres défis plus complexes et incertains. Certains découlent essentiellement du fait que, pour la première fois, un pacte



climatique cible explicitement les énergies fossiles. D'autres dérivent des engagements pris à Glasgow, en marge des négociations, comme ceux de l'alliance BOGA pour l'obsolescence autoprogrammée de la production d'hydrocarbures ; ou ceux plus décisifs d'une composante importante du secteur financier international pour la réallocation de ses actifs d'investissement au profit des énergies à bas carbone. Tous ces développements introduisent des facteurs de risques inédits et aléatoires dans l'évaluation des projets pétroliers et gaziers et, de ce fait, augurent mal pour l'avenir d'une industrie vitale pour l'Algérie.

Un livre blanc sur les catastrophes naturelles en préparation

Le ministère de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, en concertation avec les différents départements ministériels prépare un livre blanc sur les impacts des catastrophes naturelles induites par les changements climatiques en Algérie.

Le document, qui sera présenté au gouvernement avant fin de ce mois de décembre, devrait comporter des données chiffrées sur les dégâts enregistrés et les impacts écologiques directs et indirects. Outre les statistiques sur les pertes engendrées par les catastrophes naturelles, le document devrait également contenir des informations sur les efforts déployés par l'Algérie tant pour la réparation que pour la prévention des calamités. Ainsi, la démarche préconisée consiste à recenser, depuis une vingtaine d'années, tous les dégâts induits par les changements climatiques d'une façon pluridimensionnelle. Chaque département ministériel et/ou grande institution concernés sont invités à faire le point, à la fois des dégâts matériels, des pertes humaines, des incidences économiques et des Dégâts prévisibles, à court et à moyen termes. Selon le ministère, le livre blanc, élaboré à la demande du gouvernement, a d'abord une finalité nationale qui permettra aux pouvoirs publics de mieux cerner les problèmes liés aux catastrophes naturelles afin de les prévenir ou, du moins, les gérer d'une manière plus efficace. Le document a également "une finalité internationale car il servira d'argument pour le pays qui entend défendre son projet de lutte contre la pollution et les changements climatiques au niveau des instances internationales en vue de bénéficier d'un appui financier de la part des Nation Unis. "Statistiques et photos à l'appui, le document en question présentera les dégâts des changements climatiques dus à la pollution que l'Algérie subit ainsi que les efforts qui sont consentis pour atténuer l'impact de tous ces problèmes écologiques ».

Les enjeux et défis auxquels l'Algérie est et sera confrontée

Dans l'immédiat, le défi le plus tangible est celui que pose l'expansion et l'intégration des marchés internationaux du carbone et, dans leur sillage, l'introduction de tarifs carbone, sous la forme de ce qui est appelé 'mécanisme d'ajustement carbone aux frontières'. Outre évidemment la création de revenus budgétaires supplémentaires, ces taxes visent surtout à décourager les délocalisations de productions émettrices (assimilables, dans le contexte du climat, à des fuites de carbone) et à inciter les producteurs-exportateurs de pays tiers à réduire leurs propres émissions. Comme l'institution



d'un tel mécanisme est bien envisagée au sein du principal marché algérien – celui de l'Union Européenne, il devient urgent que le pays se préoccupe sérieusement de son impact potentiel sur les exportations d'hydrocarbures. Les implications ainsi esquissées ne sont pas exhaustives mais donnent un aperçu des enjeux et défis auxquels l'Algérie est et sera confrontée. Ce sont aussi celles auxquelles plus d'attention devra être accordée et pour lesquelles davantage d'efforts devront être déployés. Le plus tôt sera le mieux.

RADIO
NDEKE
LUKA 

FONDATION HIRONDELLE

Bienvenu Elie Gbelo (Centrafrique) ; Pendant que les autorités centrafricaines sont à Glasgow en Ecosse pour participer à la Cop26, ici à Bangui, les membres de la société civile centrafricaine ont marché ce matin ; Radio Ndeke Louka, 5 novembre 2021.

Pour écouter le reportage : https://soundcloud.com/association-africa-21/enrobe-marche-pour-climat-fr-du-05-11-2021mp3?si=c2ec468eece045168a7ba72c273ac97f&utm_source=clipboard&utm_medium=text&utm_campaign=social_sharing



Hervé Mukulu Vulotwa (RDC) ; RDC-CLIMAT : Le crédit Carbonne, la transition énergétique, l'agriculture résiliente, les piliers de la lutte environnementale de Felix Tshisekedi à la Cop 26 ; La voix de l'UDC, 14 décembre 2021.

<https://lavoixdelucg.org/?p=9116>



Du 31 octobre au 12 novembre 2021, s'est tenue à Glasgow, la 26e conférence sur le changement climatique dite 'Coop 26'. Elle a été une occasion de porter l'ambition de la RD à assumer son leadership naturel comme pays solution face aux défis climatiques en raison des ressources naturelles exceptionnelles dont elle regorge.

Lors de son discours à la nation, lundi 13 décembre, devant les congrès, Felix Tshisekedi a fait une évaluation positive de la participation de la RDC. Car le premier poumon de la planète pour sa préservation exige la mise en place des projets de développement structurant au bénéfice des populations riveraine depuis longtemps défavorisés.

« Il est impératif de concilier la conservation de nos forêts et de nos tourbières, pour juguler la crise climatique, avec notre engagement à combattre la pauvreté, l'une des causes majeures de la déforestation en Afrique », a-t-il dit.

Pour y parvenir la RDC ne fait que réclamer des compensations plus justes et équitables, la mise en place des prix plus justes de crédit carbone qui devait se situer autour de 100 dollars américains au lieu de 5 dollars pratiqués actuellement qui sont disproportionnés et dérisoires a-t-il insisté avant



d'ajouter que : « La conférence de Glasgow a été aussi une opportunité de mettre en évidence le fait que la RDC regorge des métaux stratégiques en occurrence le cobalt et le lithium qui sont indispensables à la transition énergétique ».

Pour Tshisekedi, la participation de la RDC à la cop 26 est un succès vue les accords avec retombée financière comme la signature des accords CAFI d'une valeur de 500 millions dollars, 1.5 milliards pour la forêt et les tourbières du Congo dont la RDC détient 60 pour cent mais aussi d'autres accords dans le secteur de l'agriculture résiliente par exemple.



Taty Dilengendju (RDC) ; Ecologie : les attentes de la population congolaise sur la COP26 ; Radio Okapi, Echos du développement, 4 novembre 2021.

Pour écouter l'émission : <https://www.radiookapi.net/2021/11/04/emissions/echos-du-developpement/ecologie-les-attentes-de-la-population-congolaise-sur-la>



Forêt équatoriale. Photo dentrodeafrika.free.fr

Du 1er au 12 novembre, les dirigeants mondiaux, les experts et les acteurs de la société civile œuvrant dans le secteur de la protection de l'environnement se réunissent à Glasgow, capitale économique du Royaume-Uni à l'occasion du sommet sur le changement climatique (COP26).

- Que représente la COP26 ?



-Pourquoi les dirigeants du monde, les experts et les acteurs de la société civile se réunissent-ils chaque année pour réfléchir sur les méthodes de lutte contre le changement climatique à l'échelle mondiale ?

- Et quelles sont les aspirations de la RDC sur la COP 26 ?

Des plus amples détails dans ce numéro d'Echo du développement que vous présente Taty DILENGENDJU Mapuku.



Albert Oppong-Ansah (Ghana) ; COP26 : Why Ghana's still voice needs loud response ; Graphic Online, 6 November 2021.

To access the article : <https://www.graphic.com.gh/features/opinion/cop26-why-ghana-s-still-voice-needs-loud-response.html>

Ghana this week joined the rest of the world in Glasgow, United Kingdom, for solutions to keeping the rising global temperature below 1.5 Degree Celsius.

It will be the 26th United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), the biggest meeting on UN's calendar. Pollutants from industries, vehicles, bush fires, smoke from firewood and the burning of rubbish over a long time, have remained in the atmosphere causing warmth, says Dr Emmanuel Tachie-Obeng, Ghana UNFCCC National Focal Point on Climate Change Education, Training and Public Awareness.

That, he indicates, has altered the natural course of for instance, the rainfall pattern. Rains have become unpredictable and erratic.

Equally, the average temperature in the country has increased by more than a degree over the past 10 years.

Warmest

Dr Tachie-Obeng's observations align with the assertion that the past seven years are on track to be the seven warmest on record according to the provisional World Meteorological Organisation State of the Global Climate 2021 report, based on data for the first nine months of 2021.

It attributes the cause to human activities.



Although countries like Ghana and the rest of Africa have contributed less than four per cent of the global emissions, their citizens are the most impacted by the phenomena.

The Minister of Environment Science Technology and Innovation, Dr Kwaku Afriyie, says climate change is an all-encompassing threat happening now, destroying livelihoods and costing lives. Ghana's economy and most rural livelihoods rely on natural resources-based sectors, such as, agriculture, energy, water, transport, which are vulnerable to the impact of climate change.

Data available to the Ghana News Agency (GNA) shows that many farmlands were flooded in the months of August and September, affecting the livelihoods of some 40,000 people nationwide.

In the Upper West Region alone, 6,880 acres of farms were destroyed by the floods. It affected the livelihoods of 6,623 farmers. Even before the unusual rains set in, some crops were already failing due to long spells of extreme dry weather conditions.

The minister of Food and Agriculture, Dr Owusu Afriyie Akoto, is concerned that climate change is affecting the country's food production. Abdulai Antiku Seidu, an agro-inputs dealer, who has been supplying quality seeds to farmers under the government's signature, "Planting for Food and Jobs (PFJ)" programme, under which farmers are given fertilisers and planting materials to boost crop yield and returns, said he would be unable to meet the demand of the farmers, in the coming planting season.

Distraught looking Domayiri Yendooma, 71, lost her home and two-acre farm to the floods and has been wondering where her next meal will come from.

Ghana's mission to COP26

Of the key propositions of the Ghanaian delegation to the COP26, is funding to implement and upscale adaptation measures in the agriculture sector and build resilient farmers.

Dr Daniel Tutu Benefoh, who is the country's Focal Person to the UNFCCC, said that Ghana desperately needed funding to implement interventions in the Nationally Determined Contributions (NDCs) in the area of smart agriculture, landscape restoration, access to water and alternative livelihood skills to build resilience among farmers and fisherfolks. "Having a facility to harvest water for use when the rains cease is crucial. Farmers especially in the north can have a second season and even plant high yielding vegetables for consumption and sales. By this action alone nutritional issues will be sorted," he said. He says the country's updated NDCs with some 47 adaptation and mitigation measures on climate change requires between US\$ 9.3billion and US\$15.5 billion of investment to undertake climate interventions from the year 2020 to 2030.

The 19 policy actions, which translated into 13 adaptation and 34 mitigation programmes of action, would generate absolute greenhouse gas emission reductions of 64 million tonnes of carbon dioxide-equivalent (MtCO).



It will also help to avoid at least 2,900 premature deaths per year from improved air quality, create over one million decent and green jobs and cumulatively benefit nearly 38 million people with the majority being the youth and women. Dr Benefoh, touching on the second goal, explains that Ghana is endowed with natural resources such as hydrocarbons and minerals that need to be harnessed to improve the livelihood of people but the global agenda to shift from a carbon-based economy to renewables was prohibiting her from exploring the resources.

“We are going to make our case that we cannot allow these resources to remain untapped because it will compromise our developmental efforts. We are very mindful of the fact that in doing so we will exploit it in a sustainable way and keep emissions low,” he said.

The UNFCCC Focal Person indicates that Ghana will join force with the Africa Group not to only call on the developed world to meet its annual \$100 billion climate finance commitment but also the removal of restrictions to access the green fund to implement its NDCs since Africa countries are equally vulnerable as other Least Developed Countries (LDCs).

“We emit very less but the impact on us is massive therefore access to resources made available for adaptation and mitigation should be improved. Currently, there are preferential treatment for LDCs in terms of disbursement. The current arrangement is not fair to us. Africa must also have equal access,” he added.

The British High Commissioner to Ghana, Madam Harriet Thompson, expressed the hope that the voice of Ghana would be heard, and that her delegation would return home with new networks, allies and partners committed to investing in Ghana’s adaptation and transition. -GNA



Solutions et initiatives

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; COP26 : l'Afrique centrale obtient 2 Md\$ pour des initiatives REDD+ ; Afrik 21, 5 novembre 2021.

<https://www.afrik21.africa/cop26-lafrique-centrale-obtient-2-mds-pour-des-initiatives-redd/>



Mardi 2 novembre 2021, lors de la 26e session de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP26) à Glasgow en Écosse, une dizaine de pays et le Fonds Bezos pour la Terre ont manifesté leur engagement pour la préservation des forêts d'Afrique centrale. Un engagement qui se traduit par deux contributions collectives d'un montant total d'au moins 2 milliards de dollars, destinées aux initiatives REDD+ en Afrique centrale, entre 2021 et 2031.

Le panel de haut niveau sur les forêts et l'utilisation des terres, organisé le mardi 2 novembre 2021, lors de la 26e Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP26) qui se tient à Glasgow en Écosse, a débouché sur deux flux de financement climatique en faveur de l'Afrique centrale. La sous-région abrite le bassin du Congo, la deuxième plus grande forêt tropicale au monde (plus de 240 millions d'hectares) après celle de l'Amazonie.

À la suite d'un plaidoyer pour la préservation du bassin du Congo, délivré par le président de la République démocratique du Congo (RDC) Félix Tshisekedi, une dizaine de pays (dont les États unis et le Royaume-Uni) et le Fonds Bezos pour la terre ont manifesté leur engagement à l'égard de ce massif forestier en annonçant une contribution collective d'au moins 1.5 milliard de dollars de



financement entre 2021 et 2025. Ce fonds vise à soutenir les efforts menés par les pays du bassin du Congo dans la mise en œuvre des activités REDD+ (Réduction des Émissions dues à la déforestation et à la dégradation forestière). Il s'agit de protéger et maintenir les forêts de cette région, les tourbières et les autres réserves de carbone essentielles pour la planète.

Les 5 M\$ de la Cafi en faveur de la RDC

Le deuxième flux de financement climatique opéré vers l'Afrique centrale au cours de la troisième journée de la COP26 est particulièrement destiné à la RDC. Le président Félix Tshisekedi et le Premier ministre britannique Boris Johnson, ont signé un programme de financement d'une durée de 10 ans (2021-31) pour protéger la forêt de la RDC, à travers le changement des techniques d'agriculture traditionnelle qui détruisent la forêt, et le renforcement des mesures de résilience des populations rurales.

Cet accord multi-bailleur d'un montant de 500 millions de dollars pour les cinq premières années, est initié dans le cadre de l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (Cafi). Il s'agit d'une collaboration entre le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque mondiale, six pays d'Afrique centrale (le Cameroun, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Guinée équatoriale, le Gabon et la République du Congo) et une coalition de donateurs, dont le Royaume de Norvège, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Le rôle des six pays d'Afrique centrale étant de développer des cadres d'investissement pour soutenir l'utilisation durable et la conservation de leurs ressources forestières, notamment par la mise en œuvre des activités REDD+.

La RDC qui occupe plus de 60% de l'ensemble des forêts du bassin du Congo, enregistre le taux de déforestation le plus élevé de la région. Dans une étude parue en 2019, l'université du Maryland, aux États-Unis indique la superficie de forêts perdues dans tout le bassin entre 2000 et 2014 est de l'ordre de 16,6 millions d'hectares (ha). La RDC se taillant la part du lion, avec 69,1% de cette surface, suivie du Cameroun (9,9%).



John Tsongo (RDC) ; RDC : Comment réduire la déforestation par l'élaboration d'un document de politique énergétique en RDC ? Radio Moto, 11 novembre 2021.

<https://www.radiomoto.net/2021/11/11/rdc-comment-reduire-la-deforestation-par-lelaboration-dun-document-de-politique-energetique-en-rdc/>



La société civile environnementale, prétend mettre en place un document de politique environnementale, qui permet aux citoyens ordinaires de définir la vraie marche à suivre, pour rendre accessible l'énergie à tous. Une fois mise sur pied, cette politique permettra un accès facile aux énergies, surtout électriques par la population, en vue de réduire la consommation du bois, qui conduit à la déforestation.

Le coordonnateur de l'organisation Alerte congolaise pour l'environnement et le droit de l'homme ACDH, Maître Olivier Ndoole, avocat vert indique que pour y arriver, son organisation en collaboration avec les responsables du pays, ont initié les consultations populaires, sur toute l'étendue du Nord-Kivu et ces consultations s'étendront sur toute l'étendue de la république.

Ces consultations visent à recueillir les avis des populations de la RDC, qui doivent être mises en contribution, pour les intégrer dans les mécanismes de lutte contre la destruction de la nature. Pour Maître Olivier Ndoole, seul l'accès facile à l'énergie électrique, devra permettre d'atténuer le choc lié à la déforestation en vogue au pays.

« Imaginez qu'un habitant sache couvrir sa facture énergétique avec seulement 5 dollars pour un mois. Je ne vois pas ce paysan qui se passerait de ce tarif, pour aller se payer un sac de braise qui coûte 28 dollars ...», explique Maître Olivier.



Et d'ajouter « C'est pourquoi, un autre des plusieurs aspects que nous comptons intégrer dans ce document de politique énergétique, c'est le plaidoyer sur la réduction du cout d'accès à l'énergie, en faveur des populations locales, autrement dit, il nous faut un tarif pro-pauvre, adapté donc aux revenus du citoyen ordinaire ».

Maitre Ndolole poursuit à dire que si les vastes étendues de forêts sont détruites surtout en RDC, c'est à cause de la recherche du bois de chauffe, et par-dessus tout, la braise, qui afflue vers les grands centres urbains.

De l'ancien au nouveau système...



Pour se rassurer que le combat produise un jour des résultats, il faut que les populations s'approprient la transition énergétique. Elle consiste dorénavant, à abandonner l'usage des énergies traditionnelles pour les énergies renouvelables et non polluantes.

A ce niveau, Maitre Olivier évoque le recours aux énergies solaire, éolienne, hydraulique et /ou à celles obtenues à partir des déchets biodégradables.

Comment y arriver ?

En effet, le site tresor.economie.gouv.fr, rapporte qu'en RDC, moins de 10% de la population ont accès à l'électricité. De ce pourcentage, 35 % sont repartis dans les zones urbaines et moins de 1% dans les zones rurales. La RDC figure donc parmi les pays ayant un très faible taux d'électrification, malgré son potentiel énergétique.

Pour relever ce grand défi, il faut la mise en place d'une politique nationale énergétique. Faudra-t-il alors, que ce plan ou cette politique, prenne en compte la réduction par exemple des prix des cuisinières électriques, l'installation des microcentrales hydro-électriques dans les milieux ruraux... bref, qu'il permette aux citoyens ordinaires d'accéder aisément à l'énergie et les amener à ne plus recourir à la coupe du bois.

Une politique énergétique réussie, pour un paquet d'atouts à plusieurs niveaux



« Chaque jour qui passe, des centaines des femmes sont violées par des groupes armés dans les brousses à la recherche du bois de chauffe. Plusieurs centaines d'espèces d'animaux disparaissent, tout simplement parce que leurs écosystèmes sont détruits par d'hommes à la recherche du bois pour la carbonisation ;... Il faut le reconnaître, c'est un grand danger quand on en arrive jusque-là. Si nos mamans ont facilement accès à l'énergie électrique, elles ne se feront plus violer ; elles cuisineront sans problèmes. Si nos écosystèmes sont protégés, notre faune sera gardée intacte et nous apportera beaucoup d'argent à partir du tourisme », laisse-t-il entendre.

Faute d'une politique inadaptée ou inexistante, la RDC est l'un des pays qui perdent en cascade des vastes étendues de ses forêts, soit par carbonisation entretenue par des populations locales, soit par la recherche des planches ou par les formes diverses d'exploitation du bois, aux travers des marchés passés aux étrangers, sans beaucoup de clarté ; ou encore en grande violation des lois environnementales qui régissent le pays.

Le rapport du ministère de l'environnement parvenu à l'agence congolaise de presse « ACP » l'an 2010, note qu'entre 2000 et 2010, la RDC a perdu plus de 350 milles hectares de ses forêts. Loin de là, la RDC a perdu environ 484 milles d'hectares des forêts, en 2018, selon un reportage réalisé par la voix de l'Amérique Kiswahili, en octobre 2021, sur la spoliation des parcs nationaux. Par ailleurs, le ministère de l'environnement avait, en 2010, alerté que si rien ne se faisait en termes de précautions, la RDC perdrait entre 12 et 13 millions, de ses 145 millions d'hectares des forêts d'ici 2030.



Anto Mulanga (RDC) ; RDC : mettre fin à la déforestation d'ici 2030, un rêve utopique ? La Guardia, 5 novembre 2021.

<http://magazinelaguardia.info/2021/11/05/rdc-mettre-fin-a-la-deforestation-dici-2030-un-reve-utopique/>





En marge de la COP26 qui se tient à Glasgow, la République Démocratique du Congo (RDC) à l'instar d'autres pays a pris l'engagement de mettre fin à la déforestation d'ici 2030. Felix Antoine Tshisekedi, Président de la République qui a signé cet engagement, motive son action par le fait que les forêts du bassin du Congo représentent à ces jours le premier puits de carbone au monde devant l'Amazonie. Pourtant, des experts estiment qu'il n'est pas évident de stopper la déforestation d'ici 2030, mais plutôt fournir des efforts pour la réduire en développant des activités alternatives pour s'adapter.

Mettre fin à la déforestation en RDC d'ici 2030 est un rêve utopique. Estiment les experts. François Munyemba est Ingénieur en protection des forêts et Directeur de l'Observatoire des Forêts de Miombo. Il explique que les forêts du bassin du Congo sur lesquels la RDC fonde son action à un taux élevé de déboisement. « La forêt du Bassin du Congo a un taux de déboisement de 0,20 % selon le Fonds des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO). Cela équivaut à la perte de 311.000 hectares par an ».

Et d'ajouté : « La RDC a connu un taux de déforestation très élevé de 2000 à 2010. Ce qui fait qu'aujourd'hui nous sommes classés parmi les pays menacés par le réchauffement climatique. Voilà pourquoi, nous allons dire que notre contribution, c'est de fournir des efforts pour réduire ce taux entre 15 et 20% d'ici 2030. Voilà ce que la RDC va promettre au monde entier. Et nous devons commencer à y travailler dès maintenant ».

D'après les scientifiques, la déforestation est la perte des forêts par des activités humaines. François Munyemba cite parmi ces activités l'agriculture sur brûlis qui contribue à près de 70% à la déforestation en RDC, et l'exploitation artisanale et industrielle du bois. « Ici en RDC, le renouvellement de la fertilité des sols dépend d'un système de cultures vivrières sur brûlis suivies de jachères longues, et les besoins énergétiques des ménages sont satisfaits par la collecte de bois de feu ou l'utilisation en ville de charbon de bois. Faute d'investissements publics en des activités alternatives, la forêt de Miombo est condamnée aujourd'hui à une dégradation rapide autour de la ville de Lubumbashi » déclare-t-il.

Il invite les autorités à réfléchir sur les actions alternatives à mettre en place pour réduire la déforestation. Il cite par exemple le reboisement. Cependant, il regrette l'absence des mécanismes sensés promouvoir ces types d'actions. « A chaque fois qu'on fait le reboisement aucune mesure de suivi des arbres plantés n'est mise en place pour espérer des résultats concrets et aucun concessionnaire ne reboise après avoir déboisé, et comment un pays qui n'a que 1% de capacité en énergie électrique peut vouloir mettre fin à la coupe du bois !».

Des fonds égaux aux potentiels



La RDC se présente comme pays solution à la crise climatique au monde grâce à ses énormes ressources environnementales. C'est pour cela que le gouvernement estime qu'il est possible de mettre fin à la déforestation en RDC d'ici 2030.

Le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, déclare que le pays doit accéder aux fonds climat selon ses potentialités au regard de son apport dans la lutte contre le réchauffement climatique. A l'en croire, au-delà de cette compensation auprès des partenaires, il est aussi question d'attendre l'accompagnement dans la sauvegarde des patrimoines. « La RDC a ses potentialités et attend de cette COP26 l'accompagnement de nos partenaires. Comme vous le savez ici, l'enjeu est bien-sûr d'accéder aux fonds climat et ces fonds climat nous voulons y accéder à juste titre, selon nos potentialités, de ce que nous allons apporter et ce que nous apportons déjà par rapport au réchauffement climatique. Donc c'est le but vraiment que nous poursuivons dans cette participation à la COP26 mais surtout l'accompagnement dans la sauvegarde de ces patrimoines ».

C'est dans ce cadre que Félix Tshisekedi, et le Premier ministre britannique, Boris Johnson, ont signé, mardi, à Glasgow en Ecosse, un engagement au nom du Conseil d'administration de l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique centrale (CAFI) pour une durée de dix ans pour protéger la forêt de la RDC. Cet accord débloquera dans un premier temps des investissements sur le terrain qui s'élève à 500 millions de dollars américains pour les cinq premières années.

Ce montant est jugé peu par certains experts qui estiment que de la COP21 à Paris à la COP26 à Glasgow la RDC négocie toujours en position de faiblesse. Lors des dernières éditions, la RDC a eu à signer l'aide d'intention couvrant la période 2016-2021 avec un apport des partenaires évalué à 200 millions USD. Cette année à la COP26 le gouvernement congolais veut plus. « Aujourd'hui définitivement nous voulons plus, plus que c'est qui avait été donné pour permettre non seulement à nos populations qui contribuent à ce combat de bénéficier de cette lutte mais à côté de ça, que cela puisse servir aussi à la préservation et l'accroissement de ses potentielles biodiversités que nous avons » ajoute le Premier Ministre.

Sans dire comment cela se passera et dans quelles conditions, Ève Bazaiba, vice Premier Ministre et Ministre de l'Environnement et Développement durable affirme que la RDC a tout intérêt à mettre fin à la déforestation pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique à l'échelle planétaire.

Elle dit attendre de la COP26, le passage des promesses aux actions concrètes. Elle salue l'engagement des pays industrialisés de contribuer à la protection du patrimoine environnemental.

Pour sa part Christian Bwenda coordonnateur de l'ONG Protection des Ecorégions de Miombo (PREMICONGO) s'interroge sur l'origine des moyens sensés financer des activités alternatives pour lutter contre le réchauffement climatique en RDC.



« D'où viendra les moyens ? A la Cop on parle des fonds verts et on a l'impression que c'est de l'argent qui est disponible et les États du sud iront prendre de l'argent dans ce fond pour faire face au problème des émissions de gaz à effet de serre liés à la déforestation dans leurs pays. Et pourtant l'accès à ces fonds n'est pas facile en pratique. Ces fonds ne sont pas des dons ce sont des prêts ».

D'après ses propos, depuis le début de l'histoire de la conférence sur le climat, la RDC n'attaque pas le problème par la racine. Il propose des développer par exemple des activités de sédentarisation de l'agriculture pour faire en sorte que les communautés ne soient pas obligées de pratiquer l'agriculture itinérante sur brulis. « Il faut doter les communautés des moyens techniques et financiers pour qu'elles pratiquent par exemple l'agroforesterie afin de cultiver sur place et n'est pas être obligés de détruire chaque année de grande surface de forêt. Fournir de l'énergie électrique pour mettre fin à l'utilisation du charbon de bois parce que l'utilisation du charbon, des bois accélère la pression sur la forêt ».

Des actes contraires aux discours

Christian Bwenda évoque la production du cobalt et du lithium qui permettent de fabriquer des véhicules électriques comme une contradiction entre les discours et les actions sur le terrain. « On parle de l'énergie verte mais pour produire le cobalt on va s'approvisionner dans l'énergie fossile pour faire marcher toutes ces machines, et même pour exporter les cuivres c'est sur les véhicules qui utilisent de l'énergie fossile qu'on le fait. Est-ce que on a déjà calculer la quantité des émissions de gaz à effet de serre que chaque camion dégage pour voir si réellement notre production du cuivre et cobalt est vraiment verte !».

D'après le gouvernement Britannique, hôte de la conférence sur le climat, cette déclaration commune a été adoptée par plus de cent pays abritant 85 % des forêts mondiales, dont la forêt boréale du Canada, la forêt amazonienne au Brésil ou encore la forêt tropicale du Bassin du Congo.



Thuku Kariuki (Kenya) ; Kenyan farmers embrace organic farming ; DW, Eco Africa - The Environment Magazine, 16 December 2021.

To watch the report: <https://www.dw.com/en/kenyan-farmers-embrace-organic-farming/av-60148397>



While a ban on pesticides is being discussed in the Kenyan parliament, more and more farmers are already switching to organic farming. This is not only good news for the farmers themselves, but for their customers, too.



Christopher Bendana (Uganda) ; COP26 : As floods worsen, Uganda moves to protect its vanishing wetlands ; Reuters, 29 November 2021.

<https://www.reuters.com/business/cop/floods-worsen-uganda-moves-protect-its-vanishing-wetlands-2021-11-29/>

KAMPALA, Nov 29 (Thomson Reuters Foundation) - Until recently, truck drivers who poured fill into wetlands near Uganda's capital, to illegally create new land for building or agricultural expansion, rarely met any resistance.

But since Barirega Akankwasah became executive director of the National Environment Management Authority (NEMA) in September, some of those drivers have ended up in jail.

"We have a plea of guilty, hence we shall soon have a conviction. Another three are in coolers" awaiting trial, he said, using a slang word for police detention.

"This will deter others from destroying our valued environment," Akankwasah told the Thomson Reuters Foundation in an interview.

In September, the new NEMA head indefinitely suspended all consideration of new projects in wetlands, in a push to better protect areas seen as key to curbing worsening flooding in Uganda.

Over the last two decades, Uganda has lost about 40% of its wetlands, many of them filled in as the country's rising population looks for new farmland or to create space for industrial expansion, according to the environment ministry.

A report on the country's environment and natural resources, presented to Parliament in September, indicated that the area of Uganda covered in wetlands has fallen from 16% in 1994 to 9% in 2016, the last year losses were estimated.

The report, ordered by the country's cabinet in 2019, warned that at the current pace of losses the country would have no wetlands by 2040.



As floods worsen in Uganda, the country's leaders are now pushing back, saying protecting such areas is crucial to controlling flooding, especially in urban areas like Kampala, the capital.

Better protecting disappearing natural areas is also key to meeting a global goal to safeguard 30% of the world's land and seas by 2030 to stem losses of biodiversity, curb climate change and protect natural systems that provide clean air and water.

Floods and pollution

For now, worsening runoff from heavy rains is making homes in lowland areas such as Bwaise, a Kampala suburb, much more flood-prone.

In the past, the Nsooba wetlands near Bwaise slowed and purified rainwater runoff before it entered Lake Victoria.

Today, with the wetlands reduced in size, more polluted water - and more of it - enters the lake, affecting marine life and water quality, environmental experts say.

The National Water and Sewerage Corporation, which draws water from Lake Victoria to supply 4 million people in the Kampala metropolitan area, says it spends 13 billion Ugandan shillings (\$3.6 million) each year treating the water to remove pollutants.

In October, President Yoweri Museveni insisted that "all encroachers on wetlands must leave" and that former wetland areas should be restored.

He asked European Union officials for financial help to compensate those now living or working in former wetland areas, including rice and dairy farmers in rural areas and settlers and brickmakers in urban locations.

But removing from wetland areas factories built by wealthy Ugandans, Chinese and Indian industrialists may prove difficult.

The factories - which produce everything from electric appliances to mattresses - offer low-paid jobs much sought-after by Uganda's youthful population, in a country with high unemployment like many sub-Saharan African nations.

Under Uganda's environmental laws, the only legal activities in wetlands are collection of household water, basket and trap fishing, picking of medicinal plants and some hunting.

Achilles Byaruhanga, the executive director at NatureUganda, a nonprofit, said Museveni had put in place the right legal framework to protect wetlands - but laws were not being enforced in part because of lack of finance and staffing for NEMA.



Akankwasah, the head of the agency, said he also felt NEMA was understaffed and underfunded compared to other agencies in the country.

Onesmus Mugenyi, a research fellow at the Advocates Coalition for Development and Environment (ACODE), which works to build awareness about conservation issues, called the situation "worrying" in the face of worsening floods linked to climate change.

"We have a feeling government is listening. ... Whether it will be sustained is another issue," he said in an interview.

But he called Akankwasah's appointment at the environmental management agency a positive step.

"The new executive director does not carry any political baggage and he is knowledgeable and passionate about the environment," Mugenyi said.

Challenges

Akankwasah, however, faces vast challenges to restore the country's wetlands as envisaged in the National Development Plan, which calls for 9.5% of the country's land in wetlands by 2025.

Many of the country's powerful elite still see wetlands and other protected areas as free land, and have not so far faced prosecution for seizing it, analysts said.

As well, too many Ugandans fail to see the value of protecting the environment, particularly if that could cost jobs, Akankwasah said, noting some feel the government cares more about the environment than the people who voted it in.

Moses Tumusiime, an independent land valuer and engineer in Kampala, said wetlands offer large, cheap areas of land for factory construction that would be difficult to find elsewhere.

He noted that in some cases public water and electricity services have been extended into filled wetland areas.

Tumusiime, who has carried out numerous land valuations for industrialists looking to build in wetlands, said few people understand the value of the ecosystems - or see the point in halting building in them after so many years of it.

Still, there is some progress in reclaiming land.

Since 2015, over 500 land titles nationwide have been cancelled by the Lands Ministry after consultation with the National Forest Authority and NEMA, according to Dennis Obbo, a Lands Ministry spokesman.

According to the September report to parliament, 300 titles in wetlands have been revoked in the Kampala metropolitan area.



Beatrice Anywar, the environment minister, said her ministry was also working on a new national wetlands management bill.

Cameroon **Business** Today

Marilyne Ngambo Tchofo (Cameroun) ; Protection de l'environnement : Le Cameroun se met au biochar ; Cameroon Business Today, 17 décembre 2021.

<https://cameroonbusinesstoday.cm/articles/2677/fr/protection-de-lenvironnement-le-cameroun-se-met-au-biochar>



Cette solution présentée à la COP 26 en novembre dernier par la délégation camerounaise permet de capter et stocker les émissions de carbone, de produire de l'énergie renouvelable et d'améliorer les rendements agricoles.

Nkongsamba - 6h30. Le jour se lève sur la toute première unité de production de biochar du Cameroun, d'Afrique et du monde. L'usine qui occupe une superficie de 500 m², est logée dans la verdure de la commune du Moungo, région du Littoral. Chaque jour, elle ambitionne de traiter le maximum de déchets agro-industriels disponibles dans les alentours pour en faire une poudre de charbon écologique. Actuellement, l'unité de production mise en place par l'entreprise NetZero a une capacité de traitement de 10 000 tonnes de déchets organiques. Le mastodonte partage le paysage avec une usine de transformation de café qui lui fournit de la matière première, à savoir des coques de cerises de café.



Le biochar est encore une curiosité pour les riverains de l'usine. Il est en fait une poudre de charbon de bois dotée d'une forte teneur en carbone qui s'obtient à partir de la décomposition chimique d'un composé organique par une augmentation de sa température. Cette dernière peut atteindre les 650°C. L'avantage de cette trouvaille est qu'elle permet de soustraire du CO₂ de l'atmosphère. C'est avec cette découverte que la délégation camerounaise conduite par le ministre des Relations extérieures, Lejeune Mbella Mbella, a brillé lors de la COP 26 de Glasgow en Ecosse le 9 novembre dernier. Ce jour-là, le Cameroun y a présenté sa stratégie climat et de développement durable couronnée par son projet de production industrielle du biochar. L'idée, in fine, est de neutraliser au moins 250 000 tonnes de gaz à effet de serre par an grâce à cette matière.

Le biochar n'a pas fini de montrer ses différentes facettes. Il peut être utilisé dans l'agriculture en boostant les rendements agricoles, grâce à la retenue d'eau et de nutriments dans le sol. D'après Louis Merlin Mbomen Mbomen, ingénieur de conception en génie des énergies renouvelables et responsable adjoint de production à l'entreprise NetZero, le biochar peut également aider à la production d'énergies renouvelables, notamment d'électricité, en prenant la forme de gaz. Le jeune ingénieur explique d'ailleurs comment il s'est retrouvé à mener des études sur cette matière : « en tant qu'ingénieur en génie des énergies renouvelables, soucieux de la préservation de l'environnement et sachant que la gestion des déchets pétroliers est moins maîtrisée, j'ai développé des compétences en recyclage de divers types de déchets organiques ou minéraux ».

Comme lui, des jeunes Camerounais se sont lancés dans l'exploration des vertus du biochar. A Guider et Garoua, dans la région du Nord, l'association Géotech a mis au point l'initiative « Biochar pour tous ! ». Ce regroupement fabrique de manière artisanale du biochar à partir de coques d'arachides, de tiges de maïs, de mil ou de coton. En huit mois, le groupe a produit environ 4800 kg de charbon vert et espère créer une unité de production d'une capacité moyenne de 50 tonnes dans les quatre départements du Nord Cameroun. En attendant que le rêve migre vers la réalité et que leurs capacités de production soient renforcées, les membres de l'association distillent leur savoir-faire à l'intention de jeunes volontaires, afin de vulgariser les procédés de fabrication de ce charbon écologique.

La question de la protection du climat demeure cruciale tant à l'international que sur le continent. Une vingtaine de chefs d'Etat africains et une trentaine de ministres (dont trois ministres camerounais) ont fait entendre leur voix les 1er et 2 novembre derniers à Glasgow pour obtenir l'intégralité des financements promis par les pays riches en vue de mieux vivre le changement climatique. C'est ainsi que les pays de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac), dont la présidence est assurée par le ministre camerounais des Forêts et de la Faune, Jules Doret Ndong, ont obtenu des promesses de financement d'un montant de 983 milliards F. Une enveloppe qui pourrait être mise à contribution pour le financement du projet de construction d'usines de biochar au Cameroun. D'autant plus que l'entreprise NetZero, pionnière dans le domaine, s'est fixé pour objectif d'éliminer chaque année plus d'un million de tonnes de carbone atmosphérique avant 2030.



L'enjeu, pour les acteurs publics et privés qui s'impliqueront sera d'assurer la disponibilité des intrants, du matériel, ainsi que des moyens de transport des matières. Ce qui leur permettra de marquer un pas de plus vers l'atteinte des objectifs de la Stratégie nationale de développement à l'horizon 2030 (SND 30) qui prévoit la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la réduction des émissions liées à la déforestation et la dégradation des forêts et la prise en compte de la gestion durable, de l'augmentation des stocks de carbone et de la conservation (REDD+).

ahramonline

Ahmed Elgamal (Egypt) ; Has Egypt made sufficient efforts to combat climate change?... Replacing and converting cars to run on natural gas as a model. Egypt's experience in reducing carbon emissions... The national project to replace and convert cars to run on natural gas ; Alahram weekly, december 2021.

The file of environmental circumstances and climate change was not at the top of the Egyptian state's priorities until a few years ago. In these years, the state has embarked on some measures to protect the environment and reduce carbon emissions. It has also launched several huge national projects in conjunction with the growing global interest in environmental issues and climate change.

In the past years, the government has dealt more seriously with various environmental challenges, especially with the increasing potential threats that could affect the flow of water to Egypt with the construction of the Renaissance Dam in Ethiopia, especially since Egypt is one of the countries that suffer from water scarcity.

According to the statements of Dr. Mohamed Abdel-Aty, the Egyptian Minister of Water Resources and Irrigation, Egypt is one of the driest countries in the world, as Egypt's water resources are estimated at about 60 billion cubic meters annually, while Egypt's water needs are estimated at 114 billion cubic meters annually.

Egypt also hosted the United Nations Conference on Biological Diversity (COP14), which was held in 2018 in Sharm El-Sheikh, and was officially chosen to host the Conference of Parties (COP27) on Climate Change, scheduled for late next year 2022.

Hence, the Egyptian government has paid attention to climate issues and their impact on the environment effectively on the ground, and not just signing treaties and hosting environmental conferences, which are of course important, but implementing these events and treaties into reality



that takes the environmental circumstances in consideration, which is undoubtedly the most important and most effective for dealing with environmental issues and climate issues.

The Egyptian government began to activate its plans to deal with issues of climate change, through several measures and national projects and issuing several laws, which emerged through the expansion of metro networks, trains and electric cars and the preparation of the necessary infrastructure for this, as well as the establishment of smart and sustainable cities.

Egypt also offered "Green Bonds" worth \$750 million for 5 years at a yield of 5.250 percent, in the first offering of government green bonds in the Middle East and North Africa.

"Green bonds" are special loans to finance projects related to climate change or environment, as defined by the World Bank. Egypt is also implementing projects to rationalize water uses, lining canals, integrated coastal zone management, and a huge project to reclaim 1.5 million feddans in the Western Desert and other governorates of Egypt, which will have a significant impact in combating climate change and reducing CO2 emissions, through the so-called green transport.

Perhaps the most prominent transformation measures for green transport are cooperation agreements for the manufacture of electric cars and the completion of the infrastructure to prepare their use, as well as the national project to replace and renew cars to work with natural gas, which consists of two main projects, the first of which is to replace worn out and old cars, and the second is to convert cars to work with natural gas.

Egypt began implementing the national project to replace and convert cars to work with natural gas, which consists of two parts, The First is Replacing old cars that have been manufactured for 20 years or more, due to the impact of these cars on the environment, as they produce high carbon emissions that lead to air pollution and increase the percentage of carbon dioxide, and thus increase global warming in the Earth's atmosphere.

The second part of this national project is replacing gasoline-powered cars and converting them to work with natural gas or dual-fuel instead of gasoline, with the aim of reducing the use of gasoline because of its high environmental cost on the one hand and the economic cost on the other hand as well.

In this huge project, the state targets various types of cars such as microbus, taxi and private cars. The government announced that the project aims to replace 250,000 old cars and replace them with modern cars powered by natural gas, with a budget of up to 1.2 billion pounds, and an interest of 3% for the citizen's loans, and the price of the car is paid in installments over a period ranging from Between 7 to 10 years.

As for converting cars to work with natural gas, the government provides specialized centers for this procedure, in which the validity of the car and the efficiency of its engine to run on natural gas are



revealed first, and then several incentives are provided to citizens, most notably the possibility of paying in installments for converting the car to natural gas, which ranges between 8000 EGP to 12000 EGP “515 \$ to 715\$”.

In 2017, The Small and Micro Enterprise Development Agency signed a contract with the Natural Gas Car Company "Car gas" worth 7.5 million pounds, to finance the project to convert cars to work with natural gas.

In an exclusive interview with Al-Shorouk, Ahmed Abdel-Razzaq, who is responsible for the National Program for Cars Replacement and Renewal, said that the first phase of the program has registered 36,000 citizens who meet the conditions, and number of delivered cars to citizens is 9,500 so far.

This meaning that the year the first of the program has witnessed the delivery of nearly 10 thousand cars, which is much less than the target numbers when the initiative was announced, he said.

Abdul Razzaq explains that it was supposed to replace 250,000 cars in the first 3- year phase starting from January 2021, by rate of 80,000 cars annually, but these numbers decreased due to weak supply chains affected by the Covid-19 pandemic, and on the other hand the lack of production Electronic chips or semiconductors, which are used in electronic circuits found in all modern cars.

He pointed out that the number of cars delivered to citizens in the replacement program will rise to higher levels in the next two years, after the electronic chips crisis gradually decreased, and foreign trade is expected to improve with the fading of travel and trade restrictions between countries and the easing of the Corona virus crisis after the expansion of vaccinations in most countries of the world.

The government official indicates that despite the huge financial cost of the replacement and conversion projects to work with natural gas, these measures are expected to reduce the cost of subsidizing gasoline and petroleum in the state budget after switching to the use of natural gas, and will achieve Egypt's vision in combating climate change and global warming, by reducing carbon emissions and greenhouse gases, which will, benefit the environment in a good way.

The price of a cubic meter of natural gas is 3.5 Egyptian pounds, while the price of a liter of 80, 92 and 95 octane gasoline is 7, 8.25 and 9.25 Egyptian pounds, respectively.

According to Abdel Razzaq, Egypt was one of the first countries to switch to “Green transportation”, since 2008, when it launched the project to replace the old taxi with white taxis that run on natural gas or dual fuel. Egypt succeeded at that time in replacing 45,000 new taxis, and won a financial grant of 2.5 million Euros from the World Bank, in recognition of its achievements in reducing carbon emissions.

He pointed out that this gigantic national project comes in line with the sustainable development goals of the United Nations, in which Egypt participates, as it launched the national sustainable



development strategy "Egypt 2030", which aims to achieve sustainable development and take greater consecration of new environmental challenges, especially climate change and global warming.

He explained that the program also aims to reduce the cost of importing petroleum products, in addition to the environmental benefits of reducing harmful emissions for gasoline-powered cars, especially old cars that have been manufactured for 20 years or more, because the efficiency of their motors is lower and the complete combustion of gasoline does not occur inside it, resulting in more polluting exhaust and gases. Toxic, and increases carbon emissions, especially carbon monoxide, which has harmful effects on human health, animal, plant and soil.

He continued: For both environmental and economic reasons, Egypt launched this project to reduce these harmful carbon emissions in addition to other economic benefits represented in stimulating trade in the automobile sector and the banking sector that financed the program, and also this project will providing additional income and reducing the financial cost to the citizen as well. By using a safe, clean and affordable alternative like natural gas compared to gasoline.

He pointed out that the replacement process began in 7 governorates as a first stage, which are the governorates that have an appropriate infrastructure to convert cars to work with natural gas, pointing out that the participation of many agencies and companies in the program, such as the ministries of finance, interior, environment and planning, and a number of car manufacturers, agents and importers Natural gas-powered cars, and 31 banks to finance the two projects.

For his part, Dr. Magdi Allam, Secretary-General of the Union of Arab Environmental Experts, said in an exclusive interview with Al-Shorouk newspaper that the idea of the project is to replace worn out cars and convert cars to work with natural gas aims to reduce carbon emissions from the exhausts of these cars because the carbon emissions from gas are much less than those from fossil fuels, and it's not existed in electric cars.

Allam explained that Egypt is also working on manufacturing an electric car at "Nasr Automobile Factory", as part of its relentless efforts to reduce carbon emissions by a greater percentage.

The environmental expert pointed out that all these measures come under the concept of supporting green transport, including electric transport ; metro, monorail and natural gas-powered cars, and all of this will serve to reduce carbon emissions by 42%, which will have a significant impact on the environment and reduce the main causes of air pollution.

He pointed out those gasoline-powered cars exhausts are increasing, especially in crowded and densely populated areas and cars, because the pollution resulting from them is measured by the volume of carbon emissions per square meter. He explained that given the extent of the crowded and narrow streets in Cairo, the pollution does not come out of the crowded areas in central Cairo,



for example, except through the Nile River, because it is the only surface that can raise pollutants to the upper layers of the atmosphere. What harms the health of humans, animals and soil.

In turn, a report issued by the Presidency of the Council of Ministers indicated that the number of cars converted to work with natural gas during the 5 years, which increased by 49.3%, to reach 339,000 cars by the end of 2020, and this number is increasing with the activation of the initiative to convert cars to work with natural gas and the stimulus package provided by the government to the citizens in this regard.

The report pointed out that the government launched an application on mobile phones called "MOP Station", which is used to identify the locations of natural gas car refueling stations and the official centers for transforming cars to work with natural gas.

The report emphasized that the use of natural gas as a fuel is very safe, non-toxic, free from lead compounds and sulfur impurities, and is better from an environmental point of view, as the US Environmental Protection Agency announced that reliance on natural gas guarantees 90% less emissions to 97% of harmful carbon monoxide gas. And 25% less carbon dioxide emissions.

While the report indicated that the United Nations Economic Commission for Europe said that reliance on natural gas reduces nitrogen oxides emissions by about 80% compared to reliance on gasoline and diesel, as well as the International Gas Union's declaration that the use of gas contributes to improving air quality compared to gasoline, as it reduces Heat emissions by 20%.

The report praised the British "Economist" magazine for Egypt's adoption of an ambitious plan to use natural gas in cars. Bloomberg also considered the Egyptian project a serious step to encourage the conversion of up to 1.3 million car owners to use natural gas.

Egypt has one of the most important and longest experiences in the world in the use of natural gas, as it is considered the first in the Arab world to use it in the transportation sector, according to the United Nations Economic and Social Commission for Western Asia, this was confirmed by Ahmed Abdel Razzaq.

He also explained that Egypt succeeded in converting 45,000 taxis to run on natural gas from 2008 to 2012 and received international support and a special award from the World Bank in recognition of its success in reducing emissions and relying on natural gas instead of gasoline in operating a large number of cars as the first Arab experience successful in this regard.

As for the environmental return of reliance on natural gas, the report indicated that the project works to reduce the cost of environmental deterioration due to air pollution, which amounts to 47 billion pounds annually, in addition to reducing between 46% to 99% of carbon emissions that pollute the air.



The total number of natural gas car refueling stations nationwide reached 225 by the end of 2020, and there is a plan to increase and double the number of these stations.

Abdul Razzaq expects that in the coming years and the next stages of the project, the natural gas refueling stations will increase, as well as the number of cars allocated to citizens in the replacement and conversion programs for natural gas, with the stability of the normal economic and health conditions and the return of the targets set by the government to its previous era.



Aziz Alagbe (Bénin) ; Smart valley : pour une riziculture intelligente face au changement climatique ; ORTB, décembre 2021.

Pour écouter le reportage : <https://soundcloud.com/user-933750909/smart-valley-pour-une-riziculture-intelligente-face-au-dereglement-climatique>

SMART VALLEY est une pratique culturelle d'adaptation aux changements climatiques expérimentée dans la riziculture au nord du Bénin. Elle fait son petit bonhomme de chemin en permettant aux riziculteurs de renforcer la résilience et le rendement agricole dans le contexte des changements climatiques. Elle a fait ses preuves au Bénin et au Togo. Elle peut être implémentée partout.



Ehab Zidan (Egypt) ; Biosaline agriculture in Egypt... saving water and achieving sustainable agriculture ; Cairo 24, 23 December 2021.

After some trees withered, their branches died, and the fruits fell before they ripened due to disease, Ali Abu Zaid, a farmer from Assiut Governorate, in Upper Egypt, had to cut off half an acre from his farm, where he was planting tangerine trees. Abu Zeid hoped to replant the land with



banana trees after he failed to treat the disease that afflicted the mandarin trees, especially since banana cultivation brings him a relatively higher income.

The Assiouti farmer was surprised by the decision of the Ministry of Agriculture and Irrigation No. 104 of 2020, to prevent banana cultivation in the new lands, and to grant a 3-year deadline for existing crops, due to his voraciousness in consuming water and fertilizers, especially in light of the water crisis that Egypt is currently going through. That decision was part of the updates made to Egypt's agricultural policies.

Two years before the decision of the Ministers of Agriculture and Irrigation, Parliament approved an amendment to 3 articles of Agriculture Law No. 53 of 1966, which granted the Minister of Agriculture the right to ban the cultivation of specific crops, while defining specific areas for the cultivation of crops only, and approved the punishment of anyone who violates the law with imprisonment for a period not exceeding 6 months and a fine of no less than 3,000 pounds, and not more than 20,000 pounds, for one feddan or fractions of an acre, or one of these two penalties, and the violation is also ordered to be removed at the expense of the violator.

After the decision, the ministry determined the areas for planting rice, banana and sugar cane crops within the different governorates, and assigned the directorates of agriculture and irrigation in the governorates to follow up on the cultivated areas and bulldozing lands in violation of the decision, and writing records to their owners.

Water and desertification... Threaten Egyptians' food security

The government resorted to previous decisions in a belated attempt to deal with the crises facing the agricultural sector in Egypt, on top of which is the lack of Egypt's water share with the steady increase in the population and the stability of its water share over the past century. , according to the estimates of Egyptian experts, in addition to the high rates of desertification of agricultural land, which represents 4% of the area of Egypt, as 3.5 acres are subjected to desertification every hour, according to United Nations statistics, which are crises that threaten the food security of Egyptians.

Alternative crops

In light of this crisis, successful experiments emerged to grow halophytic and water-saving plants as an alternative to strategic crops in Egypt. Stevia substituted for sugar cane, dry rice substituted for regular rice, and a hybrid type of sorghum substituted for others that need more water, in addition to Salicornia, which is irrigated with salt water, produces fodder and replaces alfalfa, and the latter has two advantages as it provides large quantities of fresh water, and provides large areas of land that can be cultivated with wheat instead of alfalfa used as food for livestock.

Stevia... sweeter than sugar



The Ministry of Agriculture signed an agreement with the Korean “B.O.S” Company, in August 2017, according to which the latter will plant 300,000 feddans, southeast of the Qattara Depression, with stevia, which is an alternative to the sugar cane crop.

Dr. Abdel-Fattah Badr, a researcher at the National Center for Agricultural Research, says that the government’s resort to expanding the cultivation of stevia is a step too late due to its multiple benefits, as it has a sweetness rate equivalent to 200 times the sweetness of cane sugar; in addition to that, it consumes 90% less water than cane. Sugar, so it is an ideal choice to rationalize water consumption.

Abdel-Fattah added that one gram of stevia is equivalent to 250 grams of sugar from beet or sugar cane, and it increases the productivity of agricultural land. An acre of beet gives between 5.2: 3 tons of sugar, and cane is about 5.4 tons of sugar. , while an acre of stevia gives about 400 kilograms of the local substance extract, equivalent to 80 tons of sugar.

He stressed that there are 5,000 acres planted with stevia plant in Beni Suef and Wadi El Natroun, unlike the other 300 acres cultivated by the Korean company, and are cultivated during the months of February and March, and can be grown on clay or sandy lands, and are involved in the manufacture of 600 food products within 36 so far, as It has antibacterial activity and has many medicinal uses.

Dry rice... doubles areas and productivity

The Sakha Research Station in Kafr El-Sheikh Governorate, which is affiliated with the Agricultural Research Center, succeeded in developing new varieties that provide a third of the water consumed by traditional rice, which prompted the government to allow an increase in the area planted with rice to one million and 75 thousand acres.

In the same context, Dr. Said Suleiman, Head of the Genetics Department of Zagazig Agriculture, and Head of the Drought-tolerant Rice Project, says that dry rice is the result of cross-breeding global and local drought-resistant varieties, and its production took nearly 30 years, explaining that it needs only 4,000 cubic meters of Water, and gives a productivity that exceeds the current varieties, which consume about 7 thousand cubic meters.

Suleiman adds that the productivity of dry rice reaches 4 tons per acre, but it needs to use innovative farming methods, which are intended to divide the land into segments, which leads to saving the amount of water consumed, stressing that the new variety consumes half the amount of water needed by traditional rice, and that it It only needs irrigation once every 10 days, in addition to the high productivity, which results in doubling the quantities of local production of the strategic rice crop.



He pointed out that this strain is characterized by high nutritional and cooking quality, which also exceeds the traditional variety, which bodes well for the possibility of Egypt achieving self-sufficiency in rice and stop importing, pointing out that the cultivation of rice has an additional benefit as it preserves and purifies the land, and washes it from the accumulation of salts. In addition, the lands are in need of the return of rice cultivation as an alternative to the floods. Without rice cultivation, most of the lands would have been barren, due to the recent rise in the proportion of saline lands to 47%, and had it not been for rice cultivation, most of them would have been barren.

Professor of Water Resources and Land Reclamation at the Faculty of Agriculture, Nader Nour El-Din at Cairo University, praises the government's approach to new sources of fodder, stressing that it helps in solving the wheat problem in Egypt, where 2.5 million acres of wheat are grown in Egypt, while 3.5 One million feddans with alfalfa, to meet the needs of livestock, and when expanding the cultivation of Salicornia, the cultivated areas of alfalfa are replaced with wheat, and it becomes the biggest step on the way to achieving self-sufficiency in wheat in Egypt.

Salicornia.. Vegetables, fodder and oils

At the end of 2018, the Red Sea Governorate began cultivating the Salicornia plant, which is irrigated with salt water and can be used as vegetables, fodder and biofuel, in cooperation between the International Center for Biosaline Agriculture (ICBA) and the Egyptian Ministry of Agriculture, after the center's successful experiments to grow it in the UAE.

The experiment, which began 3 years ago, succeeded by cultivating 4 acres in the two areas of Al-Qala'an in Marsa Alam city, and the other south of Ras Ghareb, and it is being used as fodder for livestock until now.

The head of the executive body for comprehensive development projects at the Ministry of Agriculture, Ali Hazin, indicates that the ministry plans to benefit from this plant in two projects: the first is to use the water of fish farms in irrigation, which are the farms that are currently being established in the south of Ras Ghareb on an area of 4 thousand acres, and the second is to use it Fodder, after mixing it with feed from other plants, to feed the animals imported from Sudan through the Ras Al-Hudaydah port on the Egyptian-Sudanese border, which remains for about a month and a half at the port until the end of the veterinary quarantine procedures.

Noureddine adds that, in addition to providing Salicornia to large areas of land, it does not need fresh water for irrigation, as it depends on salt water, and the government is expected to circulate its cultivation in the coastal governorates in the future, hoping to maximize its use to become one of the components of the salad dish, as is happening In some Western countries, or the production of edible oils from it, the content of Salicornia from the oil reaches approximately 30% of the total plant weight, which is a large percentage when compared to the seeds of other plants.



Continuous efforts to achieve sustainable agriculture

In addition to the above, the Ministry of Agriculture issued its Decision No. 79 of 2018, identifying 53 types of seed varieties of some strategic water-saving crops that adapt to different environmental and climatic conditions, including 7 varieties of rice, 11 varieties of sorghum, and 12 varieties of maize. Yellow, 15 varieties of wheat, and 8 varieties of fava beans.

The Ministry of Agriculture, represented by the Center of Excellence for Biosaline Agriculture at the Desert Research Center, is implementing a project in cooperation with the International Center for Biosaline Agriculture in the UAE, to produce seeds of salt-tolerant crops that are adapted to agricultural climatic conditions in Egypt.

The project began in 2015, during which more than 500 genetic strains traceable to more than 15 types of forage and field crops are being evaluated under stress conditions in Sinai, West Canal regions and in the New Valley.

For his part, Dr. Hussein Al-Shaer, Director of the Center of Excellence for Biosaline Agriculture, confirms that the project targets more productive and salt-tolerant strains and varieties, such as barley and triticale, fodder crops such as pearl millet and sorghum, and other high-value crops, such as turmeric, quinoa and a large number of other non-alcoholic crops. Traditional.

Al-Shaer added that these crops showed their ability to enhance the productivity of land and livestock by more than 30 percent, in addition to saving water, which encourages the expansion of their cultivation in more than one region, as this trend is a necessity to confront global warming and the decline in fresh water quantities.

Innovation and technology are imperative

For his part, Dr. Hossam Muharram, Advisor to the former Minister of Environment, confirms that Egyptian food security has become a strategic goal that the state seeks to achieve in the coming years. Sustainable agriculture that takes into account the environmental dimension has become part of the government's agenda in order to preserve the country's agricultural resources, and take into account the right of future generations to these resources, especially in light of the water poverty crisis that Egypt is going through, in addition to the consequences of the Corona pandemic on the world, and among them was the need to secure the strategic food stock.

Muharram added that the government's interest in water and agriculture has increased during the past three years, represented in amending legislation to ensure better effectiveness in dealing with the crisis, and the use of saline or less water-hungry crops, in addition to the start of adopting new water-saving strains, and the development of scientific research in this aspect. To achieve the maximum possible benefit, he stressed that we need integrated agricultural methods and technology, and encourage innovation and development in the agricultural field, in line with the



environment, the desert climate and the scarcity of water resources that we suffer from now and in the future.

He pointed out that the challenge of food and water security still exists and threatens national security and stability, especially in light of the worsening climate changes, which will pose additional challenges in this file, which requires increasing reliance on scientific research to develop rational policies to succeed in facing these grave challenges.

This investigation was prepared within the Media Lab Environment initiative, a project of the French Agency for Media Development (CFI).



Kodjo Simon Akpagana (Togo) ; Togo : les efforts d'adaptation au climat ; Agridigitale, 18 décembre 2021.

<https://www.agridigitale.net/art-togo-les-efforts-d-adaptation-au-climat.html>

La crise climatique s'accroît de plus en plus et s'accompagne de l'augmentation de la température, les inondations, les dérèglements des saisons agricoles etc.



Un réfugié climatique sur la côte togolaise (image AGD)

Ces chocs climatiques n'épargnent aucun continent. Les pays africains pourtant moins pollués sont ceux qui subissent le plus les effets néfastes des changements climatiques.



Les cadres de concertation dont la conférence des parties (COP) a été instaurée par les Etats pour discuter des questions du climat et mieux situer les responsabilités.

Ce cadre de concertation sert également de consensus pour la réglementation des causes des changements climatiques. La lutte contre le changement climatique est une affaire mondiale. Une manifestation d'intérêt général qui ne laisse indifférent aucun État.

Le Togo pour sa part a participé activement à la COP26 tenue à Glasgow au Royaume-Uni du 1er au 12 Novembre 2021.

Les nouveaux engagements du Togo soumis dans les contributions déterminées nationales (CDN) visent une réduction des gaz à effet de serre de 20,51%, et 30,06% additionnel avec le soutien des partenaires soit une contribution globale de 50,57% de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Entre rencontres bilatérales et négociations, les représentants du Togo à la COP26 ont su partager les difficultés auxquelles le pays fait face dans la lutte contre les changements climatiques.

Le problème fondamental concerne la question du financement pour l'adaptation du climat.

Kevin Ossah, l'un des grands activistes du climat et représentant du Togo à la Cop26 dresse un bilan satisfaisant des échanges.

"Le bilan est satisfaisant en termes de promesse qu'on a eu et de rencontres qu'on a pu faire. Les négociations ont avancé parce que c'est la première fois que la question d'adaptation a été discutée dans les agendas", note Kevin Ossah, Directeur de l'ONG OJEDD International.

Les dernières conférences ont plus mis l'accent sur l'atténuation du changement climatique. Mais à Glasgow, les questions d'adaptation des pays vulnérables et de financement ont été prises en compte.

Contexte national d'adaptation au changement climatique

Au Togo, beaucoup d'efforts ont été fait pour mettre en place des mesures d'adaptation et d'atténuation au changement climatique. L'économie du Togo est dominée par les activités agricoles (près de 40 % du PIB) fortement dépendantes des conditions climatiques.

Les autres secteurs de développement tels que l'énergie, les ressources en eau, la zone côtière, les établissements humains et santé, la foresterie et autres affectations des terres restent également très vulnérables.

C'est dans ce sens que le Togo s'est engagé dans les contributions déterminées nationale (CDN) initiales à contribuer à la lutte contre les changements climatiques, renforcer la résilience des



systemes et moyens de production conformément à son Plan d'action national d'adaptation aux changements climatiques (PANA) élaboré en 2008.

Plan national d'adaptation aux changements climatiques

En 2016, le pays s'est doté d'un Plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNACC) qui confirme son engagement au renforcement de la capacité d'adaptation des populations face aux effets néfastes des changements climatiques.

Structuré en cinq (05) axes ou secteurs, le PNACC met en exergue les mesures d'adaptations prioritaires, les buts recherchés et la contribution au cadre national et international.

La vision est de mettre solidement en place une capacité d'adaptation optimale des communautés face aux impacts diverses du changement et variabilité climatiques.

L'axe 1 du PNACC concerne le renforcement de la résilience dans le secteur de l'énergie. L'axe 2, le renforcement de la résilience dans le secteur de l'agriculture, la foresterie et autres affectations des terres.

L'axe 3 promeut une gestion intégrée et durable des ressources en eau. L'axe 4, le renforcement des capacités d'adaptation des établissements humains et enfin l'axe 5 pour la protection de la zone côtière.

Les différentes mesures identifiées au Togo intègrent les solutions basées sur la nature qui peuvent contribuer à l'atténuation tout en renforçant l'adaptation au changement climatique au niveau national et international.

Ces solutions se traduisent entre autres par l'augmentation du potentiel de séquestration du carbone, les capacités des cultures à faire face aux stress hydriques et aux attaques des ravageurs, la réduction des risques liée aux inondations et la prolifération des agents pathogènes.

Mesures d'adaptation : buts visés

Au niveau national, les différentes mesures d'adaptation contribueront essentiellement à l'opérationnalisation du Plan national de développement.

Elles s'inscrivent également dans la dynamique de la feuille de route 2025 du Gouvernement et contribueront prioritairement à la réponse aux principaux risques climatiques et au programme de mobilité verte.

Elles ciblent également la mise en place du registre social unique, la mise en place de la couverture santé universelle, la poursuite de la politique d'électrification pour tous, l'augmentation de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, l'amélioration des rendements agricoles, l'extension du réseau



routier rural, accélération du mécanisme incitatif de financement agricole (MIFA), l'agrandissement de l'agropole de Kara en partenariat avec le privé.

Au plan international, les mesures d'adaptation identifiées entendent contribuer à l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) notamment l'ODD2 qui vise à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; l'ODD3 relatif à la bonne santé et au bien-être ; l'ODD5 qui veut assurer l'autonomisation de toutes les femmes ; l'ODD8 qui veut garantir la croissance économique à travers un travail décent et l'ODD15 qui vise à préserver et restaurer les écosystèmes terrestres.

Efforts d'adaptation : quelques projets réussis

Plusieurs projets ont été mis en œuvre par le Togo non seulement pour lutter contre les risques climatiques mais aussi pour renforcer la résilience des populations aux chocs climatiques.

La plupart de ces projets sont exécutés avec les partenaires techniques et financiers dont les agences des Nations Unies (PNUD, FAO, PAM), la coopération allemande GIZ etc.

La stratégie nationale REDD+

Le projet de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+) est une proposition de mécanisme d'atténuation du changement climatique qui doit permettre de réduire les émissions des gaz à effet de serre en payant les pays en voie de développement pour qu'ils cessent d'abattre leurs forêts.

L'objectif général de ce projet est de permettre à la forêt et aux arbres hors-forêt de continuer par jouer leur rôle socio-économique et écologique.

La destruction de la forêt tropicale est à l'origine de 7 à 12% des émissions de gaz à effet de serre provenant des activités humaines, une proportion plus élevée que celle provenant des voitures, des poids lourds, de la marine, des avions et des trains du monde entier.

Le REDD+ est une façon appropriée de protéger les forêts et la biodiversité et de ralentir le changement climatique.

La Banque mondiale à travers le Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier soutient cette initiative dont profite le Togo depuis 2016. Le montant alloué au projet est de 3,8 milliards de dollars pour 4 ans d'exécution.

Projet Mécanisme Forêts paysans

Au Togo, le programme des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est un partenaire privilégié pour le développement du pays depuis plusieurs décennies. A travers le projet mécanisme forêts paysans en anglais Forest and Farm facility (FFF), la FAO renforce la résilience des



organisations de producteurs forestiers et agricoles (OPFA) à faire face aux chocs climatiques et économiques.

Le projet a permis aux OPFA grâce au financement reçu de mener des actions à l'endroit des populations vulnérables dans les cinq régions du pays.

Entre autres, la formation des jeunes et femmes à l'entrepreneuriat agricole, le développement des activités génératrices de revenus (AGR), de l'agroécologie, l'agroforesterie, la préservation des écosystèmes pour atténuer les risques climatiques.

L'objectif c'est de contribuer à la sécurité alimentaire au Togo et par conséquent aux objectifs du développement durable.

Ecovillages, maraîchage, transformation agroalimentaire

Ce sont des initiatives phares doublées d'impacts significatifs sur la vie des bénéficiaires que le Programme des nations unies pour le développement (PNUD) soutient au Togo.

Le développement des activités de maraîchage, la transformation agroalimentaire et l'accompagnement des entreprises locales etc. sont les principaux projets phares soutenus en 2020 au Togo.

Pour répondre aux problématiques de changements climatiques et renforcer la résilience des populations vulnérables des zones rurales au Togo, le PNUD appuie dans le cadre des écovillages, le développement des activités maraîchères et la transformation de produits agricoles grâce à l'installation des infrastructures d'accès à l'énergie solaire.

Selon le rapport 2020 du PNUD, 5640 personnes dont 3384 femmes transforment leurs produits agricoles (maïs, riz, manioc etc.) à partir des plateformes multifonctionnelles solaires alimentées par les mini-centrales, et ce, grâce à l'accompagnement du programme.

Aussi, plus de 37% des femmes carbonisatrices ont été reconverties et ont abandonné la carbonisation qui a un impact sur le couvert forestier.

L'ensemble de ces actions contribuent significativement aux mesures d'adaptation au changement climatique et au développement durable.

Notons qu'en matière d'engagements internationaux relatifs à l'environnement et à l'adaptation aux changements climatiques, le Togo a ratifié les trois conventions de la génération de Rio : (i) la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (08 mars 1995) ; (ii) la Convention sur la diversité biologique (CDB) (04 octobre 1995) ; et (iii) la Convention sur la lutte contre la désertification (CCD) (15 septembre 1995).



Oumar Dembele (Sénégal) ; Sénégal : Ryad Kawar et la météo, une passion de 40 ans ; Agence de Presse Africaine, 15 octobre 2021.

Pour visionner le reportage : <http://apanews.net/fr/tv/senegal-ryad-kawar-et-la-meteo-une-passion-de-40-ans>



Abdourahmane Diallo (Sénégal) ; Sénégal : l'agriculture se réinvente à Bambey ; Agence de Presse Africaine, 27 octobre 2021.

<http://apanews.net/fr/news/senegal-lagriculture-se-reinvente-a-bambey>

Dans le cœur battant du bassin arachidier, des chercheurs expérimentent diverses variétés de semences qui résistent au changement climatique.

Bambey. Mercredi 6 octobre, la ville est enveloppée d'une épaisse couche de nuages au petit matin. Dans les rues quasi désertes, la circulation est très fluide. Un contraste saisissant avec Dakar, la bruyante capitale distante de 130 kilomètres.

En cette fin d'hivernage, la nature offre mille et une nuances de couleurs. C'est ce milieu qui abrite le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) sous la férule de l'Institut sénégalais de recherche agricole (Isra).

À l'accueil, un homme, la soixantaine révolue, fait office de vigile. Covid-19 oblige, il se montre intransigeant sur le respect des gestes barrières. Le Centre d'étude régionale pour l'amélioration de l'adaptation à la sécheresse (Ceraas), hébergé par le CNRA, gère le tout premier parc technologique agricole de l'Afrique de l'Ouest.

« C'est un espace où les technologies et innovations agricoles sont exposées pour les acteurs d'une chaîne de valeur dans le but primordial d'améliorer les systèmes de production », explique Dr



Niéyidouba Lamien, gestionnaire de programme au Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles (Coraf).

Au total, dix-sept technologies, réparties en trois groupes, sont développées dans cet environnement créé en août 2021. Le premier groupe concerne les technologies d'intensification des systèmes de production par des pratiques agronomiques et agroécologiques. Le deuxième est dédié aux technologies d'intensification agricole avec des variétés améliorées, des nouvelles variétés hybrides. Le dernier rassemble les outils d'aide à la décision pour faciliter le travail.

Sur à peu près deux hectares, des cultures comme l'arachide, le mil, le niébé et le sorgho font l'objet d'expérimentations. « Nous avons pu trouver des variétés de mil qui, mises dans de bonnes conditions, peuvent produire trois tonnes à l'hectare, là où le "souna 3" que tout le monde connaît, fait moins d'une tonne sur la même superficie. Ces variétés arrivent à maturation en 60 jours contre 90 pour les variétés traditionnelles », se félicite le Dr Alioune Diouf du Ceraas, chargé du pilotage de ce projet.



Ce n'est pas tout : « La variété fleur 11 de l'arachide fait au maximum une tonne ou une tonne et demie à l'hectare. Les deux nouvelles variétés font 2,7 tonnes à l'hectare dans les mêmes conditions de culture et avec les mêmes quantités d'engrais. La recherche est aussi arrivée à mettre au point des variétés de niébé de 54 jours », poursuit M. Diouf.

Des remèdes pour la faim

Le Sénégal est souvent cité parmi les pays menacés par la famine surtout durant la soudure correspondant au mois d'août. A cette période, toutes les productions de l'année précédente sont épuisées alors que les prochaines récoltes ne sont pas encore mûres.

« Si vous semez la nouvelle variété de niébé en fin juillet, fin août ou début septembre, ça mature. Les gens peuvent le récolter et le vendre pour s'acheter du riz ou autre chose pour cuisiner. C'est donc une variété qui, bien connue des paysans, peut être un rempart contre la famine. Et cela est valable pour toutes nos innovations », fait savoir M. Diouf.



Au Sénégal, ce chercheur et ses collaborateurs s'emploient à améliorer les rendements pour une population qui devrait atteindre 35 millions d'ici 2050. Comment s'y prendre ? Dans une parcelle de mil, par exemple, on introduit une légumineuse qui fertilise le sol, mûrit plus tôt que le mil dont le rendement reste intact.

« Le mil est normalement semé à 0,9 m sur 0,9 m. Ici, c'est 0,45 m. On ne change pas la densité. Ce qui fait que sur un hectare, il y a toujours 12.386 pieds de mil. Si vous doublez la densité standard des paysans, vous doublez presque le rendement grains. En revanche, le rendement biomasse baisse un tout petit peu », indique Dr Alioune Diouf.

Poursuivant, cet expert rapporte que « des profils de sol jusqu'à 1,5 m de profondeur ont été réalisés pour voir l'évolution de l'humidité ». Et le chercheur de conclure : « Nous nous sommes rendu compte qu'avec la densité standard et celle maximisée, l'évaporation de l'eau est extrêmement faible. Et ça se comprend parce que le sol est bien couvert ».

Dans un Sahel où les changements climatiques amenuisent la pluviométrie, ces innovations de taille concourent à une agriculture durable.

La vulgarisation, un défi à relever

Si l'efficacité de ces nouvelles semences n'est plus à démontrer, leur adoption par les agriculteurs est loin d'être une réalité. En effet, selon le Directeur de l'Isra, Dr Momar Talla Seck, seules 15 % des cultures céréalières sèches sont achetées et moins de 10 % des semences sont certifiées au Sénégal.

Pour lui, l'échec de la transmission des connaissances entre les chercheurs et les utilisateurs finaux, l'accès physique et financier des technologies et innovations, l'acceptabilité sociale et la rentabilité économique et l'accès aux marchés pour la vente de la production excédentaire sont à l'origine de la non-appropriation des innovations par les cultivateurs.



Au-delà de la question de la qualité des semences, l'agriculture sénégalaise est peu mécanisée. Le Ceraas travaille avec la Michigan State University aux Etats-Unis pour inverser la donne. À terme, des machines fonctionnant grâce à l'énergie solaire devraient être fabriquées.



Cette agriculture moderne pourrait convaincre les jeunes, redoutant la dureté des travaux champêtres, à retourner à la terre. L'ambition des initiateurs du parc technologique agricole de Bambey est d'en installer une dizaine un peu partout au Sénégal avant d'exporter cette expérience dans la sous-région.



Youssof Bodian (Sénégal) ; Lutte contre la salinisation des terres à Fatick ; RFM Dakar, 21 décembre 2021.

Pour écouter le podcast : <https://www.rfm.sn/podcasts/grand-reportage-bodian-projet-lutte-contre-la-salinisation-des-terres-a-fatick-rfm-147>



A la Cop 26 la délégation sénégalaise, dans le groupe africain, a plaidé pour plus de contribution des pays développés dans le fonds vert climat. Le pays est parmi les premiers à bénéficier de ce fond dans le cadre de son adaptation aux effets des changements climatiques. La région de Fatick a bénéficié d'un financement de plus de 4 milliards de francs CFA du Fonds vert pour le climat (FVC) dans le cadre d'un projet de résilience des écosystèmes contre la salinité des terres. Ce projet vise à accroître la résilience des écosystèmes et des communautés par la restauration des bases productives des terres salées. Un projet d'Adaptation qui suscite beaucoup d'espoir pour des populations fortement impactées. Un reportage de Youssof Bodian sur RFM Dakar.



Eric Ojo (Nigeria) ; Post COP 26: Nigeria Renews Pledge To Tackle Climate Change ; African Examiner, 22 December 2021.

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/post-cop-26-nigeria-renews-pledge-to-tackle-climate-change/>



The Nigerian Government has reaffirmed its commitment to implement existing programmes and projects aimed at addressing the impact of climate change in the country.

This is coming at the heels of Nigeria's renewed zest to further pursue initiatives geared toward achieving the national commitments made at the United Nations Climate Change Conference of Parties (COP 26), in Glasgow Scotland.

The 2014 World Climate Change Vulnerable Index report published by Verisk Maplecroft, a global risk analytics organization, classified Nigeria as one of the 10 most vulnerable countries to climate change disaster in the world.

It will be recalled that President Muhammadu Buhari who led the Nigerian delegation to the COP 26, pledged that Nigeria would cut its emissions to net-zero by 2060 and called on developed countries to give technical and financial support to developing countries to enable them to meet their Nationally Determined Contributions (NDCs) target.

President Buhari also made reference to the COVID-19 pandemic and how it affected many developing economies and why it is imperative for developing countries to assess climate finance for mitigation and adaptation projects to save our planet.



To demonstrate commitment to Nigeria's international ambition and to support the implementation of Nigeria's adaptation and mitigation measures, the President signed Nigeria's Climate Change Bill into Law just days after COP 26.

Prior to COP 26, Nigeria trained over 60 negotiators to be a part of the negotiations at the global annual event. This is aimed at improving the skills and knowledge of delegates from different sectors on the international climate change decision-making process to help them engage effectively at the conference. The training also aims strengthening Nigeria's commitment to integrating the elements of this global agreement and the NDC into her national developmental efforts.

The government also expressed its resolve to implement future programmes and projects such as the development of Nigeria's NDC, Sectoral Action Plan, implementation of the revised NDCs, issuance of a 3rd Nigeria Sovereign Green Bond, development of a Nigeria National Readiness Plan for assessing the Green Climate Fund GCF.

In addition, the government intends to actualize the implementation of the National Action Plan on Gender and Climate Change, preparation of Nigeria's First Technology Needs Assessment and Development of the National Adaptation Plan.

Nigeria's Minister of State for Environment, Sharon Ikeazor made the pledge during the recently concluded Post COP 26 National Stakeholder Consultative Meeting held in Abuja, Nigeria's capital.

The workshop is to create an opportunity for joint reflection of key stakeholders and experts on the outcome of COP 26 and the implications for Nigeria, and also discuss actions that can be taken to ensure Nigeria has a very successful COP 27 in Egypt.

The minister noted that the workshop which was attended by climate change experts and relevant stakeholders in the environment sector, will develop an implementation roadmap for national climate actions that will leverage the opportunity for just green transition that was created at COP 26.

"We are gathered here to review the outcomes of the recently concluded COP26 and deliberate on the next steps which would include a roadmap for the domestication of the outcomes of COP 26 and also a national plan for the actualisation of Nigeria's inputs for COP 27.

"The climate change goals highlighted by Mr. President included Global Greenhouse Gas (GHG) emission reduction goal, as well as the financial pledge by developed countries to support developing nations, alongside Adaptation, Loss and Damage, Mitigation, capacity building and technology transfer", she said.

Ikeazor said the workshop also discussed options for efficient national reporting of Nigeria's climate action in ways that will open opportunities for greater accountability and the mobilization of low carbon investments in the country.



“A consensus was reached on major agenda items towards addressing Climate Change by UNFCCC Parties, which allowed the adoption of the Glasgow Climate Pact, a package which strengthens ambition in the three pillars of collective climate change action, Adaptation, Finance and Mitigation.

“In the same vein, the adaptation component in Nigeria’s revised NDC, is premised on the need to avert potential risks, including significant losses that could come from sectors like energy and agriculture in the absence of planned adaptation”, she added.

She commended the development partners for acting as catalysts to strengthen engagement and capacity to support transformative climate action through mobilization of resources, adding that the Ministry will continue to broaden the scope of the NDC and ensure that relevant stakeholders are being carried along in all issues of NDC implementation.

Meanwhile, it is expected that the outcome of the workshop will help a deeper understanding of the outcome of COP 26 and also a road map for the domestication of the outcome of COP 26, plan of action for Nigeria’ preparation for COP 27 in Egypt in 2022.

In a related development, the Earth Environment and Climate Care Ambassador (EECCA), an international non-governmental organisation at the forefront of climate change advocacy, has convened the first post COP 26 Annual Scientific Workshop and 500 million tree planting flag-off in Abuja.

The workshop with the theme, “Engaging the Stakeholders for Effective and Inclusive Implementation of COP26 Platforms for Action”, was held as a follow-up to the just-concluded COP 26 summit which again draws the attention of the world to the dangers of the neglect of the climate.

EECCA said the objective of the workshop is to engage the stakeholders, experts, researchers on need to deepen the climate agenda and spotlight the importance of tree planting for more mitigation and adaptation strategies and push for policies that will save the climate ecosystem.

President of EECCA, Prince James Ajah said his organization has over 50,000 climate ambassadors planting trees in all the 36 states and Federal Capital Territory (FCT) as part of the Non Governmental Organisations (NGOs) effort to compliment the effort of the Federal Ministry of Environment in an aggressive tree-planting campaign and encourage each individual, organizations, companies to sponsor tree planting in their neighbourhood and communities. “This is the least you can do to save our planet”, he further stated.

Similarly, a coalition of Civil Society Organisations (CSOs) has harped on the need for the Nigerian government to prioritize its implementation of the NDC to capture the needs of the marginalized people to promote climate change action in local communities.

The coalition made the observation at a recent Multi-stakeholders National Dialogue organized by the Climate & Sustainable Development Network (CSDevNet) to x-ray the outcome of COP 26. The



group which met in Abuja agreed that it is important for Nigeria to come up with a community adaptation plan that will accommodate these people and ensure that they understand the problem and their role in solving it.

The plan, according to the coalition, will also help the nation specify its technical requirements and not just accept anything proposed by the international community, adding that prioritizing these wants will help the nation to identify critical areas of climate change intervention, increase civic inclusion and further boost resource mobilization to implement the various proposed adaptation initiatives contained in the NDC.

The group equally called for the inclusion of young people who are working at the grassroots level in the domestication of COP 26 agreement in order to promote climate action, human rights, peace, and security, as well as climate education, which according to the group, are other areas of significant interest that must be looked into to help Nigeria tackle its climate setback.

Climate Finance Adviser at the Commonwealth, Dr. Sam Ogallah observed that it is important for the government to start thinking of how to develop a private sector strategic plan for NDC implementation.

In a bid to help Nigeria actualize its climate ambitions, the Government of the United Kingdom (UK) has pledged to support Nigeria on the decarbonisation of the power sector.

British High Commissioner to Nigeria, Catriona Laing who made the pledge while speaking on the aftermath of COP 26, said Nigeria is highly vulnerable to climate change and although it has been ambitious in developing adaptation and mitigation plans, these plans need to be transformed into action by the federal and state governments working closely with local communities, civil society and other stakeholders, and with the support of development partners.

“We will continue to support Nigeria make progress on decarbonisation of the power sector and stay the course on power sector reforms, creating the enabling environment for off-grid solar at scale by, for example, removing high Value Added Tax (VAT) and customs on domestic solar equipment.

“We will also continue to support efforts that will see Nigeria take action to reduce greenhouse gases such as black carbon and methane from the atmosphere by ending gas flaring as well as adopting climate smart agro-forestry and agricultural reforms as sustainable solutions for Nigeria’s people, nature and biodiversity”, she stressed.

Fulbert Adjimehossou (Bénin) ; Adaptation aux changements climatiques : Place aux solutions locales au Bénin ; La Nation, 22 décembre 2021.

<https://lanation.bj/adaptation-aux-changements-climatiques-place-aux-solutions-locales-au-benin/>



Au lendemain d'une Cop 26 au goût d'inachevé, le Bénin ne démord pas. Le gouvernement accentue ses efforts dans la mobilisation de ressources et mise sur des solutions locales.



LIRE AUSSI: [Journée nationale de l'arbre dans le Borgou: Des essences produisant le cola introduites](#)

Glasgow n'est pas loin d'être **un fiasco**. La Cop 26 n'a pas tenu la promesse des fleurs, surtout par rapport à la finance climatique. Les pays vulnérables poursuivent au mieux leurs engagements pour la résilience climatique. Au Bénin, en attendant que les lignes bougent, les instruments locaux, dont le **Fonds national pour l'Environnement et le Climat (Fnec)** sont mis à contribution pour la mobilisation des ressources. « *Le Fnec doit impérativement modifier l'échelle de sa vision, élargir la dimension de son ambition, sortir du confort de l'administration qui fonctionne tout court, pour relever rapidement de plus grands défis, tant au plan national qu'international, en mobilisant des ressources financières de plus en plus importantes auprès des institutions et mécanismes dédiés, ceci pour faire définitivement la preuve de sa capacité technique effective à transformer l'essai et se mettre à la hauteur des ambitions du Programme d'actions du gouvernement* », **martèle José Tonato, ministre du cadre de Vie et du Développement Durable.**



En réalité, la mobilisation des ressources internes concerne les éco taxes prélevées pour amener les populations à contribuer à la réparation des dommages causés à l'Environnement. La mobilisation de ces taxes permet de financer des projets d'adaptation au changement climatique à travers plusieurs modes, dont les initiatives locales. « *C'est le financement de l'adaptation au changement climatique au niveau des communes. Nous avons commencé avec trois communes. Nous sommes ensuite passés à neuf communes. Avec l'accréditation du Fnec au Fonds vert pour le climat (Fvc), nous passerons désormais à 28 communes* », explique Dr. Appolinaire Gnanvi, directeur général du Fnec.



Le Bénin fait partie des pays ouest africains vulnérables face au changement climatique. Ces dernières décennies, les températures maximales, ont-elles accru d'environ + 1 °C et celles minimales ont augmenté d'environ + 2 °C. Non seulement les pluies sont mal réparties, mais les hauteurs sont en baisse. Dans ce contexte, s'adapter devient impérieux. Ainsi, depuis son adhésion à la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques, le Bénin s'est résolument engagé dans la mise en œuvre des mesures.

Des stratégies intégrées

Le contexte de réchauffement climatique avec ses revers sur les secteurs clés de développement a poussé le pays à élaborer divers documents stratégiques, dont les Contributions déterminées nationales (Cdn) et le Plan national d'adaptation au changement climatique (Pna) adopté en 2021. Mais bien avant, le Bénin dispose depuis le 6 août 2018 d'une loi et d'une politique sur les changements climatiques.

L'enjeu est de permettre aux populations d'être plus résilientes. *« Le gouvernement a intégré dans la planification de la budgétisation, les changements climatiques. Il n'y a plus de politique ou de stratégies au Bénin qui ne tiennent pas compte des changements climatiques. Ce sont des avancées énormes que nous avons effectuées en termes d'adaptation au changement climatique et en même temps en termes de réduction des gaz à effet de serre. Outre la loi sur les changements climatiques, le Bénin a défini sa politique nationale sur les changements climatiques, sa stratégie de développement à faible intensité carbone »,* expose Prof. Martin Pépin Aina, directeur général de l'Environnement et du Climat.

LIRE AUSSI: Installation de l'Association nationale de froid et de climatisation : Pour une meilleure protection de la couche d'ozone

Dans le cadre du Pna, huit secteurs ont été identifiés par le Pna adopté en 2021 : Agriculture, Ressources en Eau, Santé, Énergie, Infrastructures et Aménagements urbains, Littoral, Foresterie et le Tourisme. Entre autres actions, il y a la construction de retenues d'eau pour permettre aux populations agricoles d'avoir de l'eau en permanence, la réhabilitation d'ouvrages de franchissement pour faciliter le transport des produits agricoles.



Les appuis sont orientés aussi vers l'amélioration des variétés résistantes aux changements climatiques. De grandes mesures sont définies dans le nouveau plan national d'adaptation du Bénin. *« Si on arrive à mobiliser les ressources dont nous avons besoin et que les projets identifiés, je crois que le Bénin va rentrer dans les pays qui s'adaptent effectivement au changement climatique »,* rassure Dr Oscar Têka, consultant dans le cadre de l'élaboration du Pna.

Avec les grandes inondations de 2010, les constructions dans les communes à risque ont été améliorées. Les pilotis sont plus remontés en milieu lacustre, tenant compte du niveau de montée des eaux. Les pratiques ancestrales entrent aussi en jeu. *« Vous avez des pratiques magico-religieuses qui sont également utilisées comme stratégies d'adaptation au phénomène des changements climatiques qui bouleversent la vie des paysans. Il y a des cérémonies qui sont organisées pour faire appel à la précipitation pendant qu'on l'attend et que ça ne vient pas »,* fait remarquer Dr Akibou Akindélé, ethno climatologue.

LIRE AUSSI: Climat: Le Chili renonce à l'organisation de la COP 25



Pour 2022, le budget du ministère du cadre de vie et du Développement durable (Mcvdd) affiche 170,252 milliards de Fcfa. L'écart est considérable quand on fait une comparaison avec le précédent qui s'élevait à 101,302 milliards de F Cfa. La cagnotte a tout simplement connu une hausse de 68,06 % et dépasse toutes les prévisions budgétaires des exercices antérieurs. Le Bénin a de l'ambition.



Nouadoubaye Talomady (Tchad) ; CEEAC pré-lancement du projet Hub ; ONRTV, novembre 2021.

Pour visionner le reportage : <https://youtu.be/fSPMuPsbbFc>

Odile Pahai (Cameroun) ; Cameroun - Climat : Une ruée vers le développement environnemental à haut risque ; Recap Infos, décembre 2021.

<https://www.recapinfos.com/451359074>



Le climat de chaque aire géographique détermine sans conteste sa régularité ou son irrégularité face aux affres de la nature. La nature étant régit par ses nombreux habitants et occupants, son climat n'en est plus que le dépositaire des actions qui peuvent en résulter. Evoquer la protection de son écosystème devient indubitablement une prérogative de survie de chaque particule représentant l'espace terre. Le Cameroun, pays d'Afrique Centrale qui est miné et partagé entre diverses saisons (saison sèche et saison de pluie) dispose d'un variant quelque peu irrégulier à travers ses différents changements climatiques.

En effet, doté d'une vaste aire équatoriale et d'un climat sahélien assez robuste, des fluctuations sont régulièrement remarquées dans ce pays aussi appelé « Afrique en miniature ». En 2014, le Cameroun s'est vu valider son Plan national d'adaptation aux changements climatiques lors d'un atelier qui s'est tenu dans la ville d'Ebolowa (région du Sud) du 26 au 27 août de cette même année. Habitué aux différents changements climatiques dont fait montre l'environnement camerounais Hele Pierre, Ministre en charge de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement Durable a assuré que ce document validé est représenté tel un guide référentiel sur les différentes stratifications climatiques du pays, qui par la suite met en exergue l'adaptation des populations face aux menaces d'origine climatique.



Les actes comme solutions

Il faut le rappeler les feux de brousse, le déboisement, l'agriculture, l'insalubrité l'usage des pesticides et autres produits contenant des produits à haute toxicité entraînent une dégradation progressive de l'environnement actuel. Il faut le rappeler, le Cameroun vis de nombreuses inondations, un réchauffement climatique de plus en plus récurrent, avec des villes comme Garoua ou Maroua (dans la région de l'extrême-nord) ou la canicule met en mal la vie et le comportement de certains citoyens arbore certaines inquiétudes. Par ailleurs, les associations, les ONG ou même certains festivals culturels tels que Perform'Action Green Peace (qui se déroule chaque année au Cameroun avec pour Promoteur Christian Etongo, un artiste performeur) œuvrent pour un changement de comportement à travers les actions communes des populations face à cette dégradation visible.

La décentralisation avec l'action des CTD (Collectivités Territoriales Décentralisées) met en avant ce nouveau pan de protection de l'environnement avec le transfert de compétences dans les régions et les communes avec un apport financier considérable (près de 15% du budget annuel de l'Etat). L'action gouvernementale n'étant pas en reste, le document sur le plan national d'adaptation aux changements climatiques se présente ainsi comme un instrument de planification qui sert à définir les activités prioritaires à court, à moyen et à long terme, tout en définissant les mécanismes de recherche de financement des mesures d'adaptation développées avec l'aide de la communauté internationale sur place (SNV, GIZ, Plan Cameroon...) et le système des Nations-Unies (PNUD, UNESCO, Organisation des Nations-Unies pour le Climat...).

Le climat opposé à la ressource

En outre la contribution de tous est véritablement souhaitée selon les organismes présents au Cameroun et selon les actions menées par le Gouvernement dans le cadre de la sensibilisation de masse. Certes un ralentissement est observé dans certaines régions avec les crises qui sévissent (Crises anglophone dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ou les attaques de la secte islamique Boko Haram dans le Nord) ou encore les projets inachevés ou abandonnés. On peut par exemple citer le projet d'appui à l'amélioration de la participation citoyenne et à la planification de la gestion intégrée de l'environnement et des sources d'énergies durable dans la commune d'arrondissement de Yaoundé 4e. Ce projet novateur avait bel et bien été financé par l'Union Européenne, la mairie de Yaoundé 4e et OAI-DEMOS, avec pour objectif la : valorisation des déchets organiques dans cette grande circonscription de la capitale politique du Cameroun, avec comme appui le Méthaniseur Communautaire de Réseau 4 départagé sur plusieurs quartiers (Odza I à III, Mbog-Abang et Ekoumdoum). Aujourd'hui en 2021 ce projet n'a toujours pas été mis sur pied. Est-ce un laxisme des autorités ou un manque de volonté de la communauté internationale ? Nul ne pourrait donner avec précision la teneur de l'abandon de ce projet.



L'apport de la CCNUCC (Convention-cadre des Nations-Unies sur les Changements climatiques) semble ainsi une nécessité pour le Cameroun pays en voie de développement. La COP 26 qui s'est tenue en Europe du 1er au 13 novembre 2021 à Glasgow en Ecosse (Royaume-Uni) en partenariat avec l'Italie a donc vu de nombreuses résolutions sortir de cette rencontre stratégique. Le « Pacte de Glasgow pour le Climat » qui a été mis sur pied lors de cette rencontre met en exergue la neutralité carbone pour les pays ayant signé la CCNUCC et les pays dits riches ont promis d'aider au « financement de l'adaptation » pour les pays sous-développés (pays pauvres).

Selon l'ONACC (Observatoire National sur le changement Climatique) les paramètres climatiques étudiés (température et pluviométrie) semblent inquiétants au vue de la grande désertification observée dans les zones sahéliennes depuis 7 à 8 ans au Cameroun. Les activités socioéconomiques (vente de bois, destruction des forêts communautaires, utilisations des produits toxiques et néfastes pour la santé et l'environnement) mal positionnées semblent être les premières causes de cette dégradation du climat. Ces dysfonctionnements causent également des troubles dans la stratification et l'évolution de la faune et de la flore camerounaise, sans omettre les comportements peu responsables des communautés.